

LA PERSONNALITÉ DE LA SEMAINE > PÈRE FERNAND LINDSAY

PAGE A14

La Presse

cyberpresse.ca



Nelly Arcan

Putain, un très haut niveau littéraire

Cahier Lectures, page B1

Pilules du bonheur ou pilules de malheur?

Cahier Santé, page C1



MONTRÉAL | DIMANCHE 9 SEPTEMBRE 2001 | LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE | 117^e ANNÉE > NO 315 > 52 PAGES > 4 CAHIERS | 60 C TAXES EN SUS | EST ET NORD-OUEST DU QUÉBEC > HULL-OTTAWA > 70¢

Un consensus obtenu aux forceps

L'Occident reconnaît les ravages de l'esclavage et du colonialisme

JOONEED KHAN
envoyé spécial

DURBAN, Afrique du Sud — Délégués et journalistes ont commencé à quitter Durban avant même le lever du soleil ; les contrats de logistique échus, les techniciens ont ensuite commencé à démanteler les installations, dont 2,5 millions de \$ CAN d'équipements de radiotélévision ; et à partir de 13 h, le complexe vaste et aéré du Centre des congrès, comparable à celui de la Place des Arts, cessait d'être « territoire de l'ONU », seul le drapeau irisé de l'Afrique du Sud claquant désormais sous la forte brise marine.

La Conférence mondiale contre le racisme (CMCR) n'avait donc plus le choix que de clore ses travaux. Ce qu'elle a fait avec brio compte tenu de l'âpreté des divergences qui ont forcé une nuit et une journée entières de prolongation : vers 17 h, la ministre des Affaires étrangères d'Afrique du Sud, Nkosazana Dlamini-Zuma, et la commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, Mary Robinson, respectivement présidente et secrétaire générale de la CMCR, annonçaient

Voir CONSENSUS en A2
Les points saillants de Durban en A10

VENUS A RAISON DE SA CADETTE



Venus Williams est sortie gagnante du duel fratricide qui l'opposait à sa cadette Serena hier en finale de l'US Open. Venus a mis à peine une heure pour enlever le match 6-2, 6-4 et conserver ainsi son titre. Cette année toutefois, les célébrations de la gagnante ont été plus discrètes... À lire en page S9.

Le maire post-Giuliani



RICHARD HÉTU

collaboration spéciale

LA PRESSE À NEW YORK

Mardi, les citoyens de New York entameront l'ère post-Giuliani en se rendant aux urnes pour choisir les deux principaux candidats — un démocrate, un républicain — qui s'affronteront à l'occasion de l'élection à la mairie le 8 novembre.

Chez les républicains, cette élection « primaire » devrait se solder par la victoire du milliardaire de la finance et des médias Michael Bloomberg, qui a dépensé plus de 20 millions en publicité afin de se faire connaître et d'éclipser son unique adversaire, Herman Badillo, humble vétéran de la politique new-yorkaise.

Chez les démocrates, l'affaire est beaucoup plus corsée. Et comme dans toutes les courses à la mairie de New York, les questions ethniques et raciales surgissent pour mettre du piquant dans la sauce électorale.

Mais l'intérêt du scrutin new-yorkais n'est pas que folklorique. Au cours des huit dernières années, le maire sortant, Rudolph Giuliani, a joué un rôle de premier plan dans le « retour » des grandes villes américaines. Il a démontré qu'une mégapole aussi complexe que New York pouvait être gouvernée — et même visitée par des touristes de se sentir aussi à l'aise dans Times Square qu'à Disneyland.

Inéligible à une réélection, Giuliani aura influencé plusieurs maires de son pays et d'ailleurs dans le monde. Il aura été chanceux : son séjour à l'hôtel de ville a coïncidé avec le boum de Wall Street et le déclin du commerce du crack, qui ont contribué à la baisse marquée du chômage et de la criminalité à New York dans les dernières années.

Mais le New York de 2001 est bel et bien celui qu'a voulu Giuliani, l'ennemi des criminels et des marginaux, l'ami de l'entreprise privée et des contribuables, le chantre des immigrants. Que sera le New York de demain ? Et quelle sera l'influence de son prochain maire ?

Dans la primaire démocrate, deux noms sont à retenir : Mark Green et Fernando Ferrer. L'un d'eux pourrait bien triompher en novembre face à Bloomberg.

Green a 56 ans. Issu d'une famille juive de Long Island, en banlieue de New York, il s'est fait un nom dans les années 1960 en travaillant aux côtés de Ralph Nader, légendaire défenseur des consommateurs américains (et candidat présidentiel aux dernières

Voir MAIRE en A2

Un crabe dans la tête fait bonne impression



MARC-ANDRÉ LUSSIER

AU FESTIVAL DU FILM DE TORONTO

Ils ont choisi le Festival international du film de Toronto. Ils ont bien fait. Flanqué des producteurs Joseph Hillel et Luc Déry, le réalisateur André Turpin et David La Haye, ci-devant vedette du film, sont montés sur la scène du magnifique théâtre Elgin afin de présenter *Un crabe dans la tête*, choisi pour ouvrir officiellement le programme « Perspective Canada ». La file d'attente, aussi étonnante qu'interminable dans la rue

Young, montre bien l'intérêt porté ici au cinéma québécois. Ne parlait-on pas d'une *French New Wave* dans la Ville reine l'an dernier ?

D'aucuns diront que Turpin et son équipe auraient très bien pu choisir de présenter leur film en primeur au Festival des films du monde de Montréal. Mais l'invitation que leur ont lancée les deux programmeurs de l'une des sections les plus courues du Festival de Toronto, Liz Czach et Stacey Dennen, était tout simplement plus alléchante.

Il est vrai que, contrairement au FFM, où les films canadiens non inscrits en compétition n'ont pas vraiment la chance de se faire valoir, toutes les productions sont ici

Voir IMPRESSION en B7



Le public torontois a chaleureusement accueilli l'histoire d'Alex, ce photographe spécialisé dans les prises de vues sous-marines tennillé par le désir de plaire à tout le monde en toutes circonstances. David La Haye y joue l'un de ses meilleurs rôles.

Insécurité : la hantise



LOUIS-BERNARD ROBITAILLE

collaboration spéciale

LA PRESSE À PARIS

Cette fois c'est sûr : les problèmes de l'insécurité, de la criminalité et de la délinquance occuperont une place de premier choix dans la campagne présidentielle qui commencera de fait ce mois-ci en France et durera jusqu'en mai 2002.

Sur ce terrain, la droite, même si c'est avec une bonne dose de mauvaise foi, peut espérer mener une campagne musclée contre la gauche, c'est-à-dire contre le (probable) candidat Lionel Jospin, qui aura bientôt quatre ans et demi de gouvernement à son actif. La droite fera oublier que, finalement, elle

n'a pas obtenu de succès si extraordinaires lorsqu'elle était au pouvoir : elle le fera d'autant plus facilement qu'on assiste aujourd'hui à une accélération de la montée de la délinquance qui éclate pour ainsi dire à la figure de l'opinion.

Le phénomène existait déjà en 1995 ou 1990, de même que les ingrédients et la progression inquiétante des chiffres. Mais c'est aujourd'hui, et sous le gouvernement de la « gauche plurielle » de Lionel Jospin, qu'on atteint un niveau de crise qui se répercute dans tous les médias. Et, traditionnellement, la droite est plus à son aise sur le terrain de la sécurité, lorsqu'il s'agit, fût-ce avec une pointe de démagogie, de recourir au discours de la répression.

Mais, pendant ce temps, les gens « ordinaires » de ces quartiers et cités devenus souvent invivables sont saisis d'exaspération. Devant les vols de voiture, agressions violentes dans la rue ou dans les métros de banlieue, rackets et trafics à

la sortie des écoles, ils n'ont plus d'oreilles pour entendre parler de prévention et ne demandent qu'une chose : qu'on rétablisse l'ordre et la sécurité dans leur quartier.

Petit exemple récent. Béziers, ville du sud de la France, 75 000 habitants. Un lointain passé de prospérité et de gloire, aux temps où la viticulture massive rapportait des fortunes. Aujourd'hui, pas mal de problèmes cumulés : désindustrialisation, chômage élevé, immigration maghrébine mal intégrée, vote important pour l'extrême droite. Elle n'est pas la seule ville du Sud dans ce cas : Avignon, de dimension comparable, a les mêmes problèmes.

Dans la nuit de samedi à dimanche derniers. Incroyable et mortelle randonnée dans les rues de la ville. Une bataille rangée à éclat dans le quartier de la Devèze entre deux

Voir INSÉCURITÉ en A2

Tiger devra y mettre du tigre



Scott Verplank, et non Tiger Woods, domine le 92^e Omnium canadien, au club de golf Royal Montréal, après une ronde de 66,

hier, ce qui lui confère un cumulatif de 199 après trois jours, un record de ce tournoi. S'ils sont plusieurs à prétendre encore au titre, Woods, le favori, aura fort à faire pour l'emporter puisqu'il se retrouve à huit coups du meneur. David Morland IV est le meilleur Canadien avec un pointage total de 205. Une fin de tournoi qui s'annonce palpitante aujourd'hui.

Voir nos informations en S2 à S5

AUJOURD'HUI DANS LA PRESSE

Arts et spectacles	b6-B10	La presse d'ailleurs	A11
- lectures	B1-B5	Le bridge	C8
- horaire spectacles	B10	Le monde	A10
- horaire télévision	B8	Loteries	A2, A6
À tire-d'aile...	B12	Mots croisés	C5, S10
Bandes dessinées	C5	Mot mystère	C5
Décès	C9	Petites annonces	
Éditorial	A12	- immobilier	C6, C7
Êtes-vous observateur	C6	- marchandises	C7
Génies en herbe	B10	- emplois	C7
Grille thématique	B10	- automobile	C7, C8
Feuilleton	C5	Santé	C1 à C4
Forum	A13	Sciences	C10
Horoscope	C7	Têtes d'affiche	A9
Laporte Stéphane	A5		

MÉTÉO

Ciel variable
Maximum 30, Minimum 20



6 21924 98765 1

1
3
4
6

DEMAIN DANS LA PRESSE

Longue est la route du progrès

Où la coréenne Kia puise-t-elle toute cette énergie ? Alors que la plupart d'entre vous étiez en vacances, Kia donnait naissance à trois nouveaux modèles dont la Spectra, une automobile connue depuis septembre 1998 sur d'autres continents sous le nom de Shuma. Même si elle n'est plus tout à fait une jeunesse, la Spectra prend le relais de la



« malheureuse » Sephia avec pour objectif de réaliser 25 % du chiffre d'affaires de Kia au pays. Notre collaborateur Éric LeFrançois en a fait l'essai sur nos routes et nous donne demain son verdict.

À lire demain dans le cahier Auto.

POUR NOUS JOINDRE

La Presse 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9
www.cyberpresse.ca

RÉDACTION (514) 285-7070

Nouvelles générales
general@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6808

Éditorial, Forum
edito@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-4816

Actuel
actuel@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6808

Auto, Mon toit, Santé Voyages
aso@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6972

Quoi faire aujourd'hui
quoifa@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6808

Arts, Spectacles, Cinéma, Livres
arts@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-4814

Économie
econo@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-4809

Sports
sports@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 350-4854

Têtes d'affiche
denis.lavoie@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6808

RENSEIGNEMENTS (514) 285-7272
PROMOTION (514) 285-7100
COMPTABILITÉ (514) 285-6892
RECOURS (514) 285-6900

PUBLICITÉ

Les petites annonces : (514) 285-7111
Télécopieur : (514) 848-6287
Lundi au vendredi : 8 h 00 à 17 h 30
Décès et remerciements : (514) 285-6816
Lundi au vendredi : 8 h 30 à 17 h 30
Détailants : (514) 285-6931
National et Télé-Plus : (514) 285-7306
Carrières et professions, Nominations : (514) 285-7320

ABONNEMENT (514) 285-6911
abonnement@lapresse.ca
Par télécopieur : (514) 285-7039
Lundi au vendredi : 6 h 30 à 17 h 30
Samedi : 7 h à midi / Dimanche : 7 h à 11 h

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés.

Envois de publication canadienne
Contrat de vente numéro 0531650 Port de retour garanti.
(USPS003692) Champlain N. Y. 12919-1518

LOTÉRIES LA QUOTIDIENNE > À trois chiffres : **2-2-6** > À quatre chiffres : **1-6-4-9** | **OTO 6/49** > **4-22-25-27-39-45** Compl. : **31** > Extra : **618308**

SUITES DE LA UNE

CONSENSUS

Suite de la page A1

l'adoption de la Déclaration finale et du Programme d'action pour combattre le racisme, la discrimination, la xénophobie et l'intolérance.

Astuce procédurière : les deux documents ont été adoptés par consensus, et non par vote, le Bloc arabe et islamique se contentant d'enregistrer ses « réserves » parce que la Conférence n'avait pas condamné Israël pour son traitement « raciste » des Palestiniens.

Ce qui donne plus d'effet aux deux documents, dépourvus d'obligations juridiques mais lourds de force morale. Le groupe a proposé un nouveau paragraphe liant « l'occupation étrangère » au racisme, mais la majorité des quelque 170 pays a voté contre, refusant de rouvrir la boîte de Pandore du Proche-Orient — et de compromettre ainsi le consensus obtenu aux forçeps.

Le Canada, l'Australie et l'Iran ont également émis des réserves sur les paragraphes relatifs au Proche-Orient, qui condamnent à la fois l'antisémitisme et l'islamophobie, qui déplorent « le sort fait au

peuple palestinien » dont ils réaffirment le droit à un État et à l'autodétermination, et qui prônent « la paix et la sécurité pour tous les États de la région, y compris Israël ».

« Nous ne sommes pas satisfaits », a dit la secrétaire d'État Hedy Fry, chef de la délégation canadienne, devant la plénière de clôture. « Trop de temps a été consacré à cette question, qui n'a pas sa place à une telle conférence. Nous voulons condamner les efforts faits ici pour délégitimer l'État d'Israël », a-t-elle ajouté.

Ce à quoi le ministre syrien des Affaires étrangères, Farouk al-Sharaa, a répondu en rejetant un paragraphe consacré à l'Holocauste, affirmant que ce génocide était le fait des Européens « qui cherchent maintenant à étendre la culpabilité au monde entier ».

Le plus important toutefois, c'est que les puissances européennes, qui se sont enrichies grâce à l'esclavage, ainsi que le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, bâtis sur

la dépossession des peuples indigènes sous le colonialisme, ont reconnu pour la première fois la traite des esclaves et l'esclavage comme « des crimes contre l'humanité » et qui « auraient toujours dû être considérés ainsi ».

La formulation laisse la porte ouverte aux interprétations juridiques, la ministre Fry précisant la position canadienne selon laquelle « on ne peut en droit international obtenir réparation pour des actes historiques qui n'étaient pas illégaux au moment où ils furent commis ». Cette reconnaissance n'est donc qu'un début, surtout que les documents de la CMCR exhortent les pays concernés à exprimer « des regrets, des remords ou des excuses ». Et, reconnaissant le tort causé par l'esclavage et le colonialisme, ils offrent à l'Afrique, sans le dédaigner, un programme de soutien économique.

« C'est une question qui mérite d'être approfondie », a dit Wade Henderson, avocat et directeur exécutif de la Leadership Conference

on Civil Rights (LCCR), aux États-Unis. « L'Afrique avait un rendez-vous avec l'histoire », a déclaré l'ambassadrice du Kenya Amina Mohamed, médiatrice à Durban. « Les documents ne sont pas parfaits mais ils fournissent une base sur laquelle travailler, et je pense que, pour la première fois, la dignité de l'homme noir a été reconnue. »

Les grandes puissances redoutent que la reconnaissance des maux de l'esclavage et du colonialisme n'ouvre la porte à d'interminables demandes de réparations en justice. Les crimes contre l'humanité sont imprescriptibles en droit international. Un grand nombre de poursuites on déjà été intentées aux États-Unis réclamant des compensations pour l'esclavage.

Au-delà de cette double controverse, les documents de la CMCR établissent de nouvelles normes internationales pour le combat contre le racisme, la discrimination envers les minorités, les femmes et les enfants, la xénophobie contre les immigrants ainsi que l'intolérance

vis-à-vis de la diversité culturelle et autres.

Mme Fry a affirmé que le Canada avait eu raison de venir à Durban et d'y rester jusqu'à la fin — allusion au retrait des États-Unis et d'Israël de la CMCR il y a une semaine. « Nous avons pu influencer les décisions sur un tas de questions comme le Proche-Orient, les sort des peuples indigènes et les injustices du passé », a-t-elle dit.

La Grande-Bretagne s'est félicitée des résultats de Durban. « Nous ne pouvons comprendre le présent sans tenir compte du passé », a déclaré la baronne Valerie Amos, secrétaire adjointe au Foreign Office. « La priorité est maintenant d'aller de l'avant », a-t-elle ajouté.

L'issue heureuse de la CMCR a dominé hier la réunion informelle des ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne à Genval, en Belgique. Bouleversant leur programme, les ministres de l'UE ont consacré l'essentiel de leurs discussions aux nouvelles venant de Durban à l'ouverture de leur week-end de travail.

MAIRE

Suite de la page A1

élections). Depuis 1993, à New York, Green occupe le poste électif de Public Advocate, une sorte de protecteur du citoyen dont le rôle est de surveiller et critiquer l'administration en place. Dans cette fonction, Green est devenu l'ennemi numéro un de Giuliani, maniant l'humour new-yorkais de façon redoutable. Un journaliste a récemment comparé les joutes oratoires entre les deux hommes aux combats de boxe Ali-Frazier. C'est une exagération, mais il faut admettre que Green n'a jamais laissé le maire en paix, l'accusant notamment d'avoir contribué aux mauvaises relations entre les policiers et les minorités.

Depuis qu'il est candidat à la mairie, cependant, Green a changé de ton. Le politicien progressiste tente aujourd'hui de se faire

passer pour un modéré. Il se vante d'avoir l'appui de l'ancien chef de police de Giuliani, William Bratton, dont les méthodes ont fait école aux États-Unis. Il veut investir plus d'argent dans l'éducation et le logement, mais parle aussi de continuer les mesures coercitives pour mettre les assistés sociaux au travail.

« De même que Clinton et Blair ont appris de Reagan tout en demeurant des leaders de centre-gauche, je garderais ce qui est bon dans les politiques de Giuliani tout en allant au-delà de lui », a déjà dit Green.

À l'inverse de Green, Fernando Ferrer est un modéré qui fait campagne dans la peau d'un progressiste. Fils d'immigrants portoricains, Freddy, comme tout le monde l'appelle, occupe depuis 1987 le poste électif (et

plutôt symbolique) de président du borough du Bronx (où il est né il y a 51 ans). Lors de sa première campagne à la mairie, en 1997, il s'est prononcé en faveur de la peine de mort.

Aujourd'hui, cependant, Ferrer chante un autre refrain. Il est l'anti-Rudy. Il parle au nom de « l'autre New York », le New York qui n'a pas profité de la croissance économique des dernières années, le New York qui a subi la pression des flics de Giuliani. Il ne s'adresse pas seulement aux Latinos, mais également aux Noirs. Récemment, il a reçu l'appui du révérend Al Sharpton, un leader populaire chez les jeunes Noirs, qui l'admirent pour son franc-parler et sa défense des victimes de brutalité policière.

Des commentateurs ont reproché à Ferrer de jouer la carte raciale et ethnique pour

remonter la « primaire » démocrate, ce dont le principal intéressé s'est défendu. Il demeure que son association avec Sharpton est risquée. Aux yeux de plusieurs New-Yorkais, le pasteur noir est un démagogue qui cherche à attiser les tensions raciales. Il faut préciser que Green compte aussi des appuis importants chez les Noirs, dont celui de l'ancien maire David Dinkins.

Si aucun des candidats démocrates ne remporte 40 % du vote mardi, un second tour aura lieu le 25 septembre entre les deux hommes ayant récolté le plus de voix.

Ferrer pourrait devenir le premier maire d'origine hispanique à New York. Mais les New-Yorkais ne sont peut-être pas prêts à mettre une croix sur l'ère Giuliani en élisant l'anti-Rudy.

INSÉCURITÉ

Suite de la page A1

bandes, Gitans d'un côté et Beurs (d'origine arabe) de l'autre. Lorsque les policiers arrivent (prudemment), ils sont accueillis par un type qui leur tire dessus... au bazooka. Les policiers font retraite et s'en tirent miraculeusement sains et saufs. On met sur le coup le Groupe d'intervention de la police nationale (GIPN), spécialisé dans ces situations de crise. Le rodéo va durer toute la nuit.

L'agresseur (fou) est un jeune de 25 ans d'origine maghrébine. Armé d'un fusil-mitrailleur et du même bazooka, il va circuler toute la nuit à travers la ville en tirant sur tous les uniformes et les voitures de police qu'il aperçoit. Mitraillera une façade de commissariat. Et finalement abattra à six heures du matin, dans une station-service, le premier adjoint du maire, un septuagénaire chargé de la sécurité : sa voiture était équipée d'un gyrophare. Deux heures plus tard, le GIPN retrouve le dément chez lui, où il était tout simplement rentré, et l'abat sans trop de sommations.

Un grand coup de folie ? Certes. Mais tout le monde a noté que le tueur fou avait chez lui, dans son logement HLM, un véritable arsenal de guerre. Quelques jours plus tard, au cours d'une perquisition, la police découvrit un autre arsenal dans le même quartier.

« Et pourtant, disait le soir même un commentateur de la télé, le quartier de la Devèze à Béziers n'avait pas la réputation d'être difficile... » Étrange affirmation de la part du journaliste, sans doute envoyé de Paris pour la circonstance. À Béziers, tout le monde sait que la Devèze est un quartier, non pas difficile mais dangereux. Une jeune femme de 30 ans, qui en a vu d'autres dans la vie, évite absolument de traverser le quartier en voiture après la tombée de la nuit. Peut-être exagère-t-elle, mais elle craint les attaques... Un prof dans la cinquantaine qui enseigne la philo au lycée en ville a vécu six mois à la Devèze en arrivant à Béziers 15 ans plus tôt : « Je n'ai p'as été agressé, ma voiture n'a été ni démolie, ni volée ni incendiée, j'ai eu beaucoup de chance », dit-il. Tout philosophe qu'il soit, il ne cache pas qu'il est partisan de la méthode force face à la dé-

linquance : « Les jeunes de ce genre sont aujourd'hui assurés de la totale impunité. Ce sont eux qui attaquent les voitures de police. Les trafics de drogue se font au grand jour. Quand on les attrape, on les relâche aussitôt... » Lui verrait d'un assez bon œil une véritable entreprise de « nettoyage » du quartier — quelque chose qui s'apparenterait en somme à une opération militaire par temps de guerre civile.

Disons que le rodéo au bazooka d'il y a une semaine avait passablement agité les esprits, et qu'il s'agissait d'un événement à la fois exceptionnel et « irrationnel », selon les termes du ministre de l'Intérieur arrivé sur les lieux. Quelques jours plus tard, une trentaine de voitures étaient incendiées en ville au cours de la nuit.

Il n'en reste pas moins que, jusque dans ces villes moyennes du sud ou du nord du pays, et dans toutes les banlieues pauvres de Paris, Lyon, Toulouse ou Strasbourg, la vie ordinaire est devenue intenable, même quand il ne se passe rien de spécial. Le problème est devenu dramatique dans pratiquement tout le territoire de la Seine Saint-Denis, banlieue nord de Paris. D'immenses cités HLM où parmi les jeunes de 15 à 25 ans personne ne travaille mais vit d'expédients. Des policiers qui n'osent plus y mettre les pieds, sauf en détachements armés. Des commerces qui ont fermé depuis plusieurs années. Même les pompiers se font souvent attaquer à coup de jets de pierre quand ils interviennent sur un incendie. Quant aux médecins de quartier, beaucoup hésitent désormais à répondre aux appels nocturnes, car plusieurs d'entre eux ont été agressés par des jeunes qui leur faisaient « cracher leur carte bleue » au distributeur à billets du coin.

Pendant ce temps, les chiffres (toujours à prendre avec circonspection) tombaient cet été concernant criminalité et délinquance : plus de 9,5 % d'augmentation dans le seul premier semestre 2001. Indéniablement le sujet est d'actualité.

PROTOCOLE™
OR BALNC 18 CT. MOUVEMENT
MANUFACTURE CHRONOMETRIQUE
QUARTZ. CALENDRIER PERPETUEL
GENEVE 1874

CHÂTEAU D'IVOIRE
Depuis 1978
2020 rue de la Montagne, Montréal • (514)845-4651
www.chateaudivoire.com

SUIVEZ LE RYTHME
Du lundi au vendredi dans **La Presse**

ACTUEL

ACTUALITÉS

**Le plus grand choix
au plus bas prix**
www.stylo.ca
NOUVEAU SITE TRANSACTIONNEL
BOUTIQUE DU **Stylo**, Montréal
Carrefour Laval
Prom. Saint-Bruho
Place Laurier (QC)
2973843

LISTE NOIRE DES HELLS

Serge Ménard savait

SILVIA GALIPEAU

Serge Ménard savait depuis longtemps déjà qu'il était sur une liste noire d'indésirables des Hells Angels. Il y a des métiers qui sont plus à risque que d'autres, comme ministre de la Sécurité publique, a souligné avec philosophie son porte-parole.

« Il le savait depuis plus de deux ans. Cela ne l'a pas empêché de faire son travail avant, et cela ne l'empêchera pas de faire son travail à l'avenir », a commenté hier Louis-Pascal Cyr, attaché de presse de Serge Ménard, en paraphrasant le ministre : « Il ne faut pas plier devant l'intimidation. »

« Chose certaine, quand on est ministre de la Sécurité publique, on s'attend à être une cible potentielle », a-t-il ajouté.

Le journaliste du *Journal de Montréal* Michel Auger vient de publier un livre dans lequel il révèle les détails de l'attentat dont il a été victime l'an dernier. Criblé de balles dans le parking du journal, il révèle dans *L'Attentat* qu'il n'était pas la seule cible des motards. Sur une liste noire des Hells Angels figurent aussi Serge Ménard, de même que la journaliste de TVA Jocelyne



Jocelyne Cazin, Serge Ménard et Jacques Duchesneau figuraient sur la liste des victimes potentielles des Hells.

Cazin et l'ex-directeur du Service de police de la CUM Jacques Duchesneau.

Un ministre courageux

Le premier ministre Bernard Landry s'est quant à lui dit « stupéfait » de la nouvelle. Il n'a pas appris que son ministre était sur une liste noire en lisant le livre de Michel Auger, mais d'une autre source. « Je le savais, mais quand je l'ai appris, j'ai été stupéfait », a-t-il déclaré, lors de son passage à Jonquière hier.

Bernard Landry en a aussi profité pour saluer le courage de son ministre. « Qu'il me soit permis de rendre hommage à son courage et à sa gestion de ces choses-là, et à l'efficacité des corps policiers. Depuis que Serge Ménard s'en occupe, le niveau de sécurité a augmenté au Québec. »

Il a ajouté qu'à part Serge Ménard, aucun autre membre de son cabinet n'apparaissait sur la liste noire en question.

Il n'a pas été possible de joindre Jacques Duchesneau hier, celui-ci ayant quitté la ville pour le week-end.

De son côté, Jocelyne Cazin n'a pas voulu commenter la nouvelle. « Madame Cazin utilisera la tribune qui lui est donnée quotidiennement à son émission *Dans la mire* pour tenter de comprendre les raisons qui ont fait d'elle, du ministre de la Sécurité publique Serge Ménard et de l'ex-directeur du Service de police de la Communauté urbaine de Montréal Jacques Duchesneau des cibles potentielles des bandes de motards », a indiqué le Réseau TVA par voie de communiqué.

La guigne s'acharne sur Air Transat

RAYMOND GERVAIS

QUAND ÇA VA mal, ça va mal ! La guigne semble s'acharner sur Air Transat. Deux de ses appareils devant effectuer des liaisons transatlantiques, vendredi, ont été impliqués dans des incidents.

Un premier est entré en collision au sol avec un camion, tandis que le second a dû rebrousser chemin 15 minutes après le décollage, un témoin lumineux indiquant qu'une porte du train d'atterrissage était mal verrouillée.

Le vol TS 582 d'Air Transat, un Lockheed 1011-150 assurant la liaison Mirabel-Paris et qui devait décoller à 23h vendredi, a été heurté sur la piste par un camion d'entretien de la compagnie. En reculant, le véhicule a endommagé le recouvrement extérieur du moteur droit. Les 355 passagers de l'avion ont dû descendre de l'appareil et attendre qu'Air Transat fasse venir un autre appareil. Celui-ci a finalement quitté Mirabel avec 5h30 de retard.

Puis, comme la malchance n'arrive jamais seule, un autre Lockheed, le vol TS 174, effectuant la liaison Mirabel-Québec-Paris, qui a décollé à 21h30 de Mirabel pour Québec ayant à son bord 87 passagers, dont un bébé, a été forcé de rebrousser chemin et de se poser à Mirabel 15 minutes seulement après le décollage.

Le pilote a pris cette décision après avoir constaté qu'un témoin lumineux s'était allumé, indiquant qu'une porte du train d'atterrissage était mal fermée. L'appareil a été vérifié et l'anomalie, consistant en un témoin lumineux défectueux, a été corrigée. L'avion a pu quitter Mirabel pour Québec à 5h30 hier matin, avec huit heures de retard.

Seychelle Harding, porte-parole d'Air Transat, a expliqué que les dommages subis par le Lockheed 1011 lors de la collision avec le camion d'entretien étaient mineurs et que l'appareil avait déjà été re-

mis en service après avoir été réparé.

Par ailleurs, Mme Harding a confirmé que certains passagers étaient inquiets depuis l'incident impliquant un des Airbus de la compagnie au-dessus de l'Atlantique il y a deux semaines.

« Nous avons noté une baisse de 3 % à 4 % de notre clientèle. Mais les mois de septembre et d'octobre sont des mois creux pour les compagnies aériennes. Plusieurs transporteurs font des soldes de sièges en cette période de l'année afin d'inciter la clientèle à voyager », a précisé la porte-parole.

Les agences de voyages ont aussi noté une baisse de leurs ventes depuis deux semaines relativement à des voyages avec Air Transat.

Irène, de Voyage Tagus à Montréal, a précisé que les clients s'informaient sur des destinations pour le Sud, mais hésitaient à acheter.

« Je pense qu'ils éprouvent une certaine réticence à l'endroit d'Air Transat qui, depuis quelques semaines, éprouve toutes sortes de problèmes avec ses appareils », a indiqué la dame.

Réalisant que la clientèle est méfiante à l'endroit d'Air Transat, le groupe Multi Voyages a fait paraître dans *La Presse* d'hier une publicité dans laquelle le regroupement apporte son soutien aux transporteurs canadiens, précisant que les compagnies aériennes canadiennes sont parmi les plus sécuritaires au monde. « Les exigences de Transports Canada sont très sévères et très strictes. Si ces mêmes normes étaient appliquées aux États-Unis, 50 % des appareils seraient cloués au sol », affirme cette publicité.

Par ailleurs, à la suite des nouvelles exigences de Transports Canada, Air Transat est à la recherche de neuf nouveaux inspecteurs dont le travail consistera à certifier la navigabilité de ses appareils.



Photo ROBERT SKINNER, La Presse

Encore l'été...

C'était l'été hier à Montréal, et cela va être l'été aujourd'hui aussi. La température a atteint les 31,1 degrés (40 degrés en tenant compte du facteur humidité), soit 10 degrés au-dessus des normales saisonnières. Hadi Boudjeltia et son petit Many (deux ans) en ont d'ailleurs profité pour se rafraîchir les pieds au parc La Fontaine. Mais il y a déjà eu pire. En 1960, la température avait atteint à la même date les 31,7 degrés. Environnement Canada prévoit un temps similaire (lire chaud et humide) pour aujourd'hui et demain, et un retour à la normale pour le reste de la semaine.

La fissure sans faille

Les squatteurs peuvent relaxer jusqu'à demain

LAURA-JULIE PERREAULT

LA FISSURE détectée dans un mur porteur du Centre Préfontaine, abritant depuis plus d'un mois les anciens squatteurs d'Overdale, ne commande pas une évacuation des lieux.

C'est ce qu'a avancé hier le responsable du dossier du squat de la rue Rachel à la Ville de Montréal, Armand Fichaud.

« On peut conclure qu'il n'y a pas d'urgence au niveau de la structure du bâtiment. Nous en saurons plus lundi », a-t-il dit.

M. Fichaud fonde sa conclusion sur le fait que l'ingénieur Jacques Chartrand, qui a évalué vendredi la dangerosité du bâtiment appartenant à l'administration municipale, n'a toujours pas remis son rapport au service des immeubles de la Ville de Montréal. Il devrait le faire en début de semaine.

Selon M. Fichaud, la direction générale sera ensuite saisie de l'analyse de l'ingénieur de la firme Nicolet Chartrand Knoll.

L'architecte Yves Perrier, interrogé par *La Presse* vendredi, avait prédit cette conclusion favorable aux squatteurs. « Il y a des milliers de maisons au Québec qui ont des fissures dans des murs porteurs, mais elles ne sont pas moins solides pour cette raison, elles sont parfois un peu plus croches », a-t-il expliqué. Selon lui, les fissures sont parfois plus préoccupantes à long terme.

Il aurait aimé se rendre lui-même sur les lieux pour scruter de plus près la faiblesse découverte dans le mur Est du bâtiment par les inspecteurs du Service de prévention des incendies de Montréal.

Vendredi, Radio-Canada avait proposé aux squatteurs d'engager

M. Perrier afin qu'il évalue les risques que représente l'édifice qui leur a été prêté temporairement par le maire Pierre Bourque. Son offre a été refusée.

Grand ménage

Lorsqu'ils ont su que le nuage de l'éviction immédiate n'assombrissait plus le ciel de leur fin de semaine, les squatteurs ont poussé un long soupir de soulagement. « On va faire le ménage ! » s'est exclamée Catherine au téléphone.

Les squatteurs ne savent pas encore s'ils feront faire une contre-expertise sur le Centre Préfontaine qu'ils habitent depuis que la Ville leur a demandé de quitter l'édifice L.-H.-Lafontaine, qu'ils s'étaient approprié le 27 juillet dernier. Les deux ingénieurs pressentis pour faire le travail se sont désistés à la dernière minute.

MAIRIE DE MONTRÉAL

Il y aura débat des chefs

SILVIA GALIPEAU

NI LA FORMULE ni le média ne sont encore déterminés, mais tout semble indiquer que les Montréalais auront droit à un débat des chefs en bonne et due forme entre les candidats à la mairie de la future grande ville de Montréal.

Des deux côtés, autant dans l'équipe de Pierre Bourque que dans celle de Gérald Tremblay, on croule sous les demandes. Associations diverses, chambres de commerce, et médias de toutes sortes veulent leur débat des chefs.

Les médias n'ont pas encore envoyé de demandes formelles, mais une foule de demandes verbales ont été formulées, tant du côté de Radio-Canada, TQS et TVA, que de la radio de Radio-Canada, CKAC ou autres.

À ce jour, une seule date et un seul débat ont été fixés : à la chambre de commerce du Montréal métropolitain, pour le début du mois d'octobre.

Au sein des deux équipes, on s'entend sur une chose : il ne sera pas possible de faire mille et un débats. Une formule devra être trouvée. Denise Courteau, attachée de presse du chef de l'Union des citoyens de l'île de Montréal, pense qu'un débat que filmeraient plusieurs stations de télévision serait à envisager. Du côté de l'équipe de Pierre Bourque, on doit se pencher aujourd'hui sur la question. « Les débats, on ne pourra pas tous les faire. Le maire (Pierre Bourque) va en faire, mais pour certains, il y aura sûrement d'autres personnes que nous pourrions déléguer », a affirmé Robert Dolbec, conseiller en communications.

Un produit rarissime, la crème analgésique Flex-O-Flex à la capsaïcine

Un Flex-O-Flex ultra pénétrant
Un Flex-O-Flex thermo-dynamique
Un Flex-O-Flex à absorptivité osmatique
Un Flex-O-Flex pharmaco-dynamique

Oui, une sensation d'intense chaleur à l'endroit de l'application dès le premier usage topique de la capsaïcine... ça chauffe. La pratique modérée d'activités physiques des articulations, après l'application de la crème analgésique Flex-O-Flex peut être mise en place dès l'apparition des premiers symptômes. Ce plan d'actions basé sur l'activité physique pondérée incluant des étirements et l'application de la crème à la capsaïcine peut vous apporter une hémococoncentration ou hyperhémie active c'est à dire une concentration salulaire du sang là où ça fait mal.

En pharmacies et magasins d'aliments naturels
Renseignements : Montréal (514) 272-1365
Ligne extérieure : 1 800 272-1365
Mauricie : (819) 378-7777
Estrie : (819) 823-3322

2965839

L'OCDE est prudemment optimiste quant à l'avenir à court terme de l'économie canadienne

LAURA-JULIE PERREAULT

TOUS LES ÉCONOMISTES ne s'entendent pas sur le sort réservé à court terme à l'économie canadienne. Pendant que certains analystes prévoient une récession imminente, l'OCDE, qui vient tout juste de rendre publique son étude annuelle sur l'économie canadienne, se déclare d'un optimisme prudent quant à la suite des choses. Ce qui ne l'empêche pas de faire des remontrances au gouvernement canadien sur plusieurs points.

L'étude économique de quelques 200 pages contredit à maintes reprises les prédictions économiques de la firme analyste UBS Warburg que nous avons publiées hier.

Contrairement à ces experts qui lisent dans l'avenir des baisses de profits, de production et de croissance, l'Organisation de coopération et de développement économique soutient que le rétablissement des stocks, le redressement économique prévu aux États-Unis et la flexibilité de la politique monétaire, ajoutés au regain de vie insufflé dans l'économie canadienne par les réductions d'impôts, ouvrent la voie à un automne plus prometteur et à une année 2002 marquée par une croissance supérieure à celle escomptée précédemment.

Selon l'OCDE, le principal risque qui entoure ces prévisions « tient à l'éventualité d'un ralentissement plus prononcé et plus durable que prévu aux États-Unis », dit le rapport.

Après avoir dressé un portrait réconfortant des lendemains économiques du pays, les experts de l'OCDE scrutent à la loupe l'administration canadienne et notent entre autres quelques faiblesses dans la gestion des deniers

publics et dans l'interaction que le gouvernement entretient avec la population.

Insuffisant accès à l'information

L'application de la loi de l'accès à l'information fait notamment l'objet de quelques critiques. « Un gouvernement est complètement transparent si le public reçoit l'information qu'il demande et non seulement l'information que le gouvernement est préparé à rendre public », rappellent les rédacteurs de l'étude annuelle.

Récemment, affirment-ils ensuite, le secteur des affaires a donné une mauvaise note au gouvernement canadien quant à sa capacité d'informer à l'avance les entreprises au sujet des changements de politiques à venir, de répondre positivement aux suggestions provenant des intervenants dans le secteur privé et de consulter le milieu des affaires lorsque de nouveaux projets sont sur la table.

Le sondage rappelle aussi que le commissaire à l'information a récemment soutenu qu'il est difficile pour les citoyens d'obtenir une réponse officielle lorsqu'ils désirent recevoir de l'information sur des sujets les concernant directement.

L'administration des aéroports sous la loupe

Un peu plus loin dans l'étude, les analystes de l'OCDE se penchent sur les nouveaux dispositifs de gouvernance privilégiés par le gouvernement et par lesquels des compagnies privées administrent des services précédemment rendus à la population par les instances fédérales.

Le but premier de ce transfert de pouvoir est en principe de rentabiliser les services et de les rendre plus accessibles à la population, un but

louable, croit l'OCDE, mais qui soulève d'importantes questions.

« Il reste à savoir si ces nouveaux arrangements peuvent atteindre les objectifs d'efficacité améliorée, de flexibilité et de participation des citoyens sans compromettre les avantages de la reddition de compte et de la transparence administrative qui découlent d'un mode de gouvernance plus traditionnel », note l'OCDE, avant de montrer du doigt la dévolution de pouvoir de Transports Canada vers l'Administration aéroportuaire canadienne.

En dix ans, 21 des 26 aéroports canadiens, qui étaient sous la responsabilité du gouvernement fédéral, sont passés sous l'égide de l'organisme à but non lucratif.

Les objectifs de ces transactions étaient de rendre les aéroports plus compétitifs et de mieux les intégrer dans le développement économique local en « louant » les aéroports à l'Administration aéroportuaire canadienne.

Après analyse, l'OCDE estime que cette transaction s'est faite sans l'élaboration simultanée d'un cadre de responsabilité, comprenant des objectifs clairs et des moyens de mesurer les résultats obtenus. « Il est encore difficile de dire dans quelle mesure la création de cette administration a eu une incidence sur les finances publiques et si elle permet d'assurer des services de meilleure qualité », remarque le rapport.

Un des nombreux problèmes de ce genre de gestion privée, poursuit l'OCDE, est que d'importantes sommes publiques sont mises de côté et engagées pour de longues périodes de temps, sans que des corrections puissent être apportées par un ministre ou par le parlement.

Le Canada est membre de l'OCDE depuis sa création à Paris en 1960.

Pas question de baisser les impôts, selon Jean Chrétien

Presse Canadienne

OTTAWA — Au lieu d'offrir de nouvelles baisses d'impôts, le gouvernement fédéral affectera ses surplus décroissants au développement économique et aux problèmes sociaux, a déclaré le premier ministre Jean Chrétien, en entrevue au quotidien torontois *The Globe and Mail*, hier.

M. Chrétien a rejeté du revers de la main les demandes des députés de l'opposition, des économistes et de certains des membres de son caucus, qui l'invitent à aller au-delà du plan du gouvernement de réduire les impôts de 100 millions au cours des cinq prochaines années. Les premiers effets des baisses se sont fait sentir le 1^{er} janvier dernier.

« C'est le plan que nous avons annoncé et nous ne prévoyons pas le changer », a affirmé M. Chrétien à sa résidence du 24, promenade Sussex, à Ottawa.

Cette semaine, l'Organisation de coopération et développement économiques (OCDE) a demandé avec insistance au Canada de mettre un frein aux dépenses et de se concentrer sur la baisse des impôts et la réduction de la dette.

Jean Chrétien rétorque que son gouvernement a consenti d'« énormes » baisses d'impôts et qu'il y a des secteurs dans lesquels il faut dépenser.

« Le problème avec les baisses d'impôts, c'est que les gens ne s'en rendent pas compte, parce qu'ils pensent que s'ils ont plus d'argent, c'est parce qu'ils ont eu une augmentation de salaire et ainsi de suite, a expliqué le premier ministre. Ce n'est pas très visible parce que ce n'est pas un montant immense à chaque paye, mais nous avons un énorme programme pour la réduction des impôts. »

Le 1^{er} janvier, le gouvernement fédéral a réduit les taux d'imposition pour les particuliers et a commencé à baisser les impôts des corporations. Au cours des quatre prochaines années, le seul à partir duquel les plus hauts taux d'imposition s'appliquent augmentera, tandis que le taux d'imposition des entreprises passera de 27 à 21 pour cent.



Photo AP

Rencontre commerciale Canada-Chine

Le ministre canadien des Finances, Paul Martin, a conféré avec son homologue chinois Xiang Huaicheng, hier à Suzhou, dans le cadre du Forum de coopération économique Asie-Pacifique. La rencontre a surtout porté sur le déséquilibre des échanges commerciaux entre les deux pays.

Usine d'assemblage de camions Ford menacée de fermeture en Ontario

Presse Canadienne

TORONTO — L'usine d'assemblage de camions Ford à Oakville, à l'ouest de Toronto, est sérieusement menacée de fermeture. Elle ne fonctionne plus que durant un seul quart de travail, ce qui compromet sa rentabilité.

La maison-mère de Ford aux États-Unis revamp actuellement la populaire série de camionnettes F-150 et ne prévoit pas construire la nouvelle version à Oakville, à compter de l'année prochaine.

La compagnie envisage tout au plus de reléguer à l'usine l'assemblage de la version courante des F-150, la *Classic*, ce qui ne peut se traduire que par une baisse importante de la production, soutiennent les observateurs.

Pire encore, la crainte de fermeture remonte avant que Ford eut annoncé, dernièrement, qu'elle revoit l'avenir de certaines de ses usines à la lumière de la chute des ventes.

Les représentants de Ford ne veulent pas s'avancer sur les prévisions de production, mais les dirigeants syndicaux, qui représentent quelque 1400 travailleurs de l'usine d'Oakville, reconnaissent que son avenir est préoccupant.

« Ça rend mes membres fous », affirme Dave Tremblay, président de la section locale 707 des Travailleurs canadiens de l'automobile. « Il y a beaucoup de spéculation parce qu'il n'y a qu'un quart de travail. Maintenant, avec cette révision de la production de l'ensemble des usines, on ne sait tout simplement pas ce qui va arriver. »

M. Tremblay soutient qu'en 35 ans de carrière dans l'industrie, il n'a jamais vu autant de changement dans la planification de la production qu'au cours des cinq dernières années.

Même si les cadres supérieurs ne veulent pas le confirmer, des gérants ont déclaré au syndicat, il y a plus d'un an, que la compagnie avait alloué de l'outillage et de l'équipement pour la nouvelle génération de F-150 non pas à Oakville, mais à trois usines d'assemblage des États-Unis.

Ces trois usines ont plus de quarts de travail, plus d'employés et produisent davantage. Elles commenceront l'assemblage des nouveaux modèles 2003 dès le printemps, avancent des sources bien informées.

On précise toutefois que Ford continuera de produire le F-150 *Classic*, de même que les versions spéciales à haute performance, comme le *Lightning*, à Oakville.

La croissance américaine redémarre

Agence France-Presse

SUZHOU, Chine — Le secrétaire américain au Trésor, Paul O'Neill, a affirmé hier aux ministres des Finances réunis au Forum de coopération économique Asie-Pacifique (APEC) qu'un redémarrage de la croissance était amorcé aux États-Unis, malgré une forte hausse du chômage.

« La croissance redémarre, et nous devons être patients », a déclaré Paul O'Neill au cours d'une réunion à laquelle assistaient des journalistes, pendant la première journée du Forum annuel de l'APEC.

Le secrétaire américain a expliqué que la hausse du taux de chômage aux États-Unis — 4,9 % de la population active en août contre 4,5 % en juillet — n'était pas une surprise, compte tenu du ralentissement de la croissance du PIB depuis un an.

Arguant que le taux de chômage est un indicateur économique en retard d'une tendance, Paul O'Neill a assuré que des données

plus prospectives indiquaient un redémarrage de la croissance du PIB, qui atteindrait 3,2 % en 2002.

« Je pense que des données montrent que les carnets de commandes se remplissent à nouveau et que la liquidation des stocks s'achève, indices qui sont la base du redémarrage que nous attendons », a-t-il déclaré.

Il a certes souligné qu'il était important pour les pays asiatiques que les États-Unis, destination principale de leurs exportations, connaissent une croissance soutenue.

Mais il a assuré que ses prévisions en matière de croissance rendaient caduque l'idée d'un « naufrage » menaçant les 21 pays membres de l'APEC, même s'il a répété la nécessité pour le Japon d'agir en faveur d'une relance de son économie.

Paul O'Neill doit rencontrer mercredi à Tokyo le ministre japonais des Finances, Masajuro Shiokawa.

JONQUIÈRE | Transformer l'aluminium en chaudrons

Presse Canadienne

JONQUIÈRE — Une entreprise internationale de transformation de l'aluminium s'installera probablement à Jonquière d'ici peu. Sural, une entreprise québécoise qui fabrique des chaudrons et des casseroles, veut s'installer au Québec.

Montréal serait l'endroit privilégié par l'entreprise, mais le gouvernement Landry l'incite fortement à construire son usine à Jonquière.

Le premier ministre Bernard Landry a partiellement levé le voile sur ce projet pouvant atteindre 30 millions lors de son passage à Jonquière, hier.

Accompagné de plusieurs ministres et députés péquistes, le premier ministre y allait donner un coup de pouce à Nicole Racine, candidate du PQ à l'élection complémentaire du 1^{er} octobre. La circonscription de Jonquière est vacante depuis le récent départ de l'ex-premier ministre Lucien Bouchard.

Malgré la présence des candidats de l'Action démocratique de Mario Dumont et du Rassemblement des forces progressistes, Michèle Boulianne et Gilbert Talbot, la lutte oppose véritablement M^{me} Racine à la candidate libérale, Françoise Gauthier.

« La lutte est chaude », admet-on dans les rangs péquistes. Les sondages du PQ donnent une avance de huit points à M^{me} Racine, mais les stratèges péquistes ne prennent rien pour acquis.

« Nous sommes là pour consolider notre victoire, a observé le premier ministre Landry. Nous sommes là pour dire aux gens que nous avons bien gouverné et que nous continuerons à le faire. »

Il a annoncé la création de la Société de la Vallée de l'aluminium, dotée d'un budget d'exploitation initial de 1,3 million. « C'est un outil de promotion », a précisé M. Landry, qui souhaite que la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean capitalise davantage sur la présence de la multinationale Alcan et de la soixantaine de PME oeuvrant dans le secteur de l'aluminium.

La transformation de ce métal est somme toute embryonnaire dans cette région. « Nous n'avons guère dépassé le niveau primaire, c'est-à-dire le lingot. Mais entre le lingot et la batterie de cuisine, il y a six emplois. Ça prend une personne pour faire un lingot, ça en prend sept pour se rendre au consommateur. Il faut donc aller chercher les six emplois finaux », a expliqué M. Landry en conférence de presse.

« Et cela se peut et cela se fera », a-t-il dit, en mentionnant que « plusieurs projets sont sur le point d'aboutir ».

Le premier ministre a indiqué avoir intercedé en faveur de Jonquière auprès de l'aluminaire Sural.ca, une entreprise basée au Venezuela. L'investissement projeté de 20 à 30 millions est destiné à la construction d'une usine de fabrication de casseroles et de chaudrons en aluminium.

Une centaine d'emplois directs et deux fois plus d'emplois indirects pourraient être créés, ce qui jetterait un baume sur la région où le chômage dépasse les 10 pour cent. Mais Sural pencherait plutôt pour Montréal, pour s'installer plus près de ses fournisseurs et de ses clients.

« J'ai tout mis sur la table en leur disant : « C'est là que je souhaite que vous alliez », mais je ne vais pas leur dire que je les mets dehors du Québec s'ils n'y vont pas », a-t-il précisé.

En un clin d'oeil

PHYTOBEC vous apporte les exigences du PRÉSENT... il faut TIRER PROFIT DU GRAND NOMBRE de ses composantes à DOSES CONTRÔLÉES... des éléments très diversifiés disponibles TOUT-DANS-UN.

En pharmacies et magasins d'aliments naturels
Renseignements : Montréal (514) 272-1365
Ligne extérieure : 1 800 272-1365
Mauricie : (819) 378-7777 • Estrie : (819) 823-3322

2985249

FAITES FORTUNE AVEC L'IMMOBILIER LA BOURSE ↓ L'IMMOBILIER ↑

Les millionnaires ne sont pas 100 fois, ni même 10 fois plus brillants que vous; toutefois dans les faits, ils gagnent 10 fois, 50 fois et même 100 fois plus d'argent que vous. Travaillent-ils beaucoup plus que vous? **D'AUCUNE FAÇON.** Même si vous ne travaillez que 20 heures par semaine, il est physiquement impossible que ces personnes, s'affairent 10 fois plus que vous (il n'y a que 168 heures dans une semaine, et personne ne peut en avoir plus).

Saviez-vous que parmi les gens qui ont fait fortune, la plupart l'ont fait en investissant dans l'immobilier. Ce genre de placement vous offre la plus grande stabilité existante sur le marché et, règle générale, suit l'inflation. Il n'est pas soumis aux fluctuations émotives du marché comme les autres genres d'investissement disponibles. L'immobilier est le genre de placement qui a toujours le mieux traversé toutes les crises économiques. Il est possible d'acheter des immeubles avec aussi peu que 5 % du prix d'achat et, dans certains cas, **SANS AUCUN COMPTANT.** Profitez de ce cycle, l'immobilier est le secteur de l'activité économique qui nous offre actuellement d'excellentes opportunités.

QUI DEVRAIT ASSISTER À CE SÉMINAIRE :

Les gens qui ont à coeur leur sécurité financière, qui veulent s'assurer une retraite dorée, qui en ont assez de vivre d'une paie à l'autre, qui veulent profiter de la vie immédiatement, s'assurer de pouvoir payer des études à leurs enfants, se payer de beaux voyages, avoir plus de temps libres, travailler moins, bref avoir une vie plus agréable et surtout en avoir le contrôle.

CE QUE VOUS APPRENDREZ PENDANT CES 6 HEURES :

Comment : se construire un excellent crédit - identifier des immeubles jusqu'à 50% en bas de leur valeur - déterminer la valeur d'un immeuble - choisir le bon immeuble - faire un profit instantané à l'achat - négocier vos acquisitions - augmenter votre avoir net de 100% par année - acheter avec le minimum de comptant - identifier les sources d'argent - les différentes techniques de profit - faire du profit avec des propriétés en résidence - les prises bancaires - se construire une fortune - gérer ses immeubles ou ne serais-ce qu'acheter une résidence au prix du gros pour y habiter.

LE SAMEDI 15 SEPTEMBRE 2001 de 9h 16h

H TEL DES GOUVERNEURS

LE CHARRON

LONGUEUIL

PRIX: 250 \$ TAXES (MATÉRIEL DE COURS INCLUS)

Réservez immédiatement: (450) 679-0261

Formateurs: Jacques Lépine M.B.A.

Ginette Méroz, avocate

GRUPE FORSYTHE INTERNATIONAL INC.

Organisme accrédité par la Loi 90 SQDM.

Squat story



STÉPHANE LAPORTE

collaboration spéciale
stephane@stephanelaporte.com

Cher maire Bourque, Je vous sens désemparé. Vous ne savez plus quoi faire avec vos squatteurs. Ils sont en train d'empoisonner votre campagne électorale. Vous êtes devenu le bourque-émissaire de toute cette histoire. Et, mon vieux bouc, si ça continue ainsi, il ne vous en reste plus pour longtemps avant que vous rejoigniez la chèvre qui gambade dans les jardins du Centre Préfontaine. Comment vous enlever cette épine du sabot ? J'ai trouvé ! La solution saute aux yeux. Depuis le début, cette saga a des allures de cirque médiatique. Vous vous êtes servi des squatteurs pour embellir votre image. Ils se servent de vous pour embellir la leur. Alors, ne faisons pas les choses à moitié, et tant qu'à faire un cirque, faisons-en un vrai. Un gros. Qui servira les deux parties.

Après *Loft Story*, voici *Squat Story* ! Demandez, dès aujourd'hui, à vos cols bleus d'installer des caméras dans toutes les pièces du Centre Préfontaine et transformez cette aventure en gros *Loft Story*. Vous connaissez sûrement *Loft Story* ? C'est le Big Brother français. Le plus grand succès télévisuel de l'histoire de la France. Cinq garçons et cinq filles vivent ensemble, enfermés dans un loft. Les té-

lécpectateurs voient chacun de leurs faits et gestes. Dans le salon, dans la cuisine, dans le lit, sous la douche. À chaque semaine, le public élimine un garçon et une fille. À la fin, le dernier couple qui reste gagne un million ! Cette formule adaptée au problème des squatteurs va faire un malheur.

Vous n'aurez pas de difficulté à convaincre un diffuseur d'embarquer dans le coup. Ils passent déjà leurs journées devant le Centre Préfontaine à filmer un immeuble en briques. Même que Radio-Canada, pour couper dans les frais de transport, a vissé Raymond Saint-Pierre dans le trottoir de la rue Rachel, en permanence ! Si nos télés trouvent excitant de nous montrer la façade d'un immeuble, imaginez combien elles saliveraient à l'idée de pouvoir entrer dedans. Et nous montrer tout, tout, tout.

Bien sûr, pour mener à bien cette mégaproduction, il vous faudra l'accord des squatteurs. Ce ne sera pas difficile. Ils ont l'air aussi friands d'exposition médiatique que vous ! Avec leurs foulards, leurs tatouages et leurs graffitis, ils font assez kids kodak merci. Ils défient le système, mais sûrement pas le star-system ! Au contraire. Et passer aux nouvelles ne paie même pas. Tandis qu'être les vedettes d'un *reality-show* en heure de grande écoute leur permettra d'encaisser de généreux cachets. Sans parler du million à la fin.

Donc, à partir de lundi, à tous les jours, sur les ondes de TQS, mettons (ils ont déjà une chèvre, pourquoi pas un mouton noir ?), on pourrait les voir vivre dans leur intimité et s'attacher à eux. Chaque téléspectateur aurait son squatteur préféré : Rick, le punk, Rita, l'assistée sociale, Marie, l'étudiante en médecine, Dany, le squeegee, Anita, la dan-

seuse, Bernard, le professeur de philosophie au cégep du Vieux-Montréal. On pourrait voir Raoul, l'immigrant illégal, tomber amoureux de Maude, la retraitée affranchie. On les verrait manger, boire, discuter, s'amuser. Pour une fois qu'on pourrait constater de visu ce que le monde fait avec l'argent de nos taxes ! Les squatteurs deviendraient les coqueluches de la province. On vendrait des cartes, des posters, des t-shirts à leur effigie. McDonald's offrirait même des figurines squatteurs. Le phénomène Pokémon serait de la petite bière à côté du phénomène Squat. On inventerait même une nouvelle danse, Manon, viens danser le Squat ! Ce serait la Squatmania ! Vous auriez besoin de la police. Pas pour sortir les squatteurs du logement, mais pour empêcher d'entrer tous les comédiens et comédiennes de l'UDA en manque de contrat. Le Centre Préfontaine deviendrait une fabrique de stars. Et vous, monsieur Bourque, vous en seriez le Guy Cloutier. Celui à qui la gloire rapporte.

Car la popularité de *Squat Story* servira, bien sûr, vos intérêts politiques. Aucun Montréalais ne votera contre vous au mois de novembre, en plein BBM, de peur d'être privé de son *Squat Story* quotidien. Goodbye Gérard Tremblay et Virginie, *Squat Story* va tout rafler ! Comme ils sont une bonne quarantaine à vivre dans l'immeuble, à raison de deux expulsions par semaine, dans 20 semaines, le Centre Préfontaine serait vidé. Et votre ultimatum respecté. Prouvant que vous êtes le boss. Il ne resterait plus qu'à faire le ménage dans l'immeuble et à tout mettre en place pour recevoir le nouveau contingent de squatteurs pour *Squat Story part 2*.

J'espère, cher maire Bourque, que vous re-

tiendrez ma solution. Car en tant qu'humoriste, j'ai à coeur que vous demeuriez le maire de Montréal le plus longtemps possible. Vous êtes pour les membres de ma profession une source d'inspiration inépuisable. Gérard Tremblay semble beaucoup plus plate de ce côté-là.

Bon dimanche.

Votre concitoyen fusionné
Stéphane Laporte

Tiger Woods a dit de Jean Chrétien qu'il n'avait jamais vu quelqu'un qui se promenait autant de gauche à droite. Tiger a très bien saisi la politique des libéraux !

Bernard Landry a été très froissé qu'on ait invité Jean Chrétien, plutôt que lui, à jouer une ronde de golf avec Tiger Woods. Car cette partie avait lieu en sol québécois, et c'est le premier ministre du Québec qui aurait dû être là ! Monsieur Landry était tellement bleu qu'il songeait à répliquer en relançant la guerre des drapeaux durant l'omnium. Mais on lui a fait comprendre que de poser plein de drapeaux sur un terrain de golf, cela mèlerait les golfeurs !

Voici l'agenda politique de notre premier ministre canadien pour la prochaine session parlementaire : jouer au tennis avec Anna Kournikova, faire du ski avec Mélanie Turgeon, jouer au basket avec Michael Jordan, faire du jogging avec Bruny Surin, et se baigner nu avec René et Céline !

Go Saku Go... On pense à toi.

JOURNAL DE BORD

Au bassin du vieux port de La Rochelle

Le 22 septembre prochain, Damien De Pas, 22 ans, s'élançera de La rochelle, en France, pour une course de 4000 milles en solitaire sur un 6,5 mètres, classe de voiliers considérés comme des petites Formules Un de la mer. Cette course le conduira, après une esclae aux îles Canaries, jusqu'à la ligne d'arrivée au Brésil. Chaque dimanche, dans nos pages, les lecteurs de La Presse peuvent suivre son aventure grâce à des extraits de son journal de bord.



DAMIEN DE PAS

collaboration spéciale
damiendepas@hotmail.com

Je ne peux pas dire que ce départ de Brest aura été très rapide. Évangéline est à la barre et je l'entends déjà pousser de longs soupirs. Je ressens la même frustration qu'elle face à notre vitesse de pointe qui ne dépasse pas les trois noeuds depuis quelques heures. Nous avons quitté le port du Moulin Blanc ce matin et, six heures plus tard, *Dingo* peine toujours à avancer. On s'interroge sur la suite du convoi car le vent devait souffler depuis longtemps.

Ma soeur me rappelle parfois que je n'ai pas le droit de m'impatienter dans la pétrole (expression française pour désigner le calme plat). J'aurai à traverser de grandes zones sans vent durant la deuxième étape de la Transat 6,50 Charente-Maritime—Bahia et je dois absolument garder mon sang-froid pour arriver au Brésil avec toute ma tête. C'est facile de craquer lorsqu'il n'y a pas de vent depuis plusieurs heures, surtout lorsqu'on est en course.

Par miracle, une petite brise du secteur ouest-nord-ouest s'établit doucement. Il fait beau et avec un peu de chance on passera le raz de Sein avant la renverse de courant. Souhait exaucé, *Dingo* franchit ce fameux passage redouté avec des conditions rêvées : mer plate et deux ou trois noeuds de courant portant.

Avec la tombée de la nuit, le vent accélère et ça commence à être drôlement plaisant de barrer. J'ai renvoyé le spi et on s'amuse à surfer dès que les vagues nous le permettent. Évangéline n'avait encore jamais eu la chance d'aller aussi vite sur *Dingo*. Les deux premiers convois s'étaient déroulés dans les calmes avec des moyennes de 2



Photo ÉVANVÉGILE DE PAS, collaboration spéciale

Pour la course, *Dingo* change de nom pour celui d'un commanditaire.

et 3 noeuds. Nous avions même été obligés de nous faire remorquer pour les 15 derniers milles lors d'une navigation entre Saint-Quay et Brest. On s'ennuie d'un petit moteur dans ces circonstances.

Évangéline en profite aussi pour faire des images en me laissant naviguer en solo. Cette descente sous spi vers La Rochelle me permet de pratiquer certaines manoeuvres, parfois délicates lorsque j'évite les collisions avec mes grands amis pêcheurs. Chaque nuit nous croisons bon nombre de chalutiers et cette fois je garde mes distances. J'ai déjà eu ma leçon.

Je lève souvent le pied pour ne pas trop fatiguer le matériel et pour arriver avec la marée montante. Malgré tout, nous filons entre 8 et 14 noeuds avec deux ris dans la grande-voile et le petit solent à l'avant. Je dois même calmer Évangéline qui prend goût à la vitesse. Elle a toujours été une bonne barreuse à bord de la *V'limeuse*, mais là elle m'épate car ce n'est pas toujours évident en pleine nuit.

Quarante heures après le départ de Brest, les lumières de La Rochelle sont en vue. Mes calculs étaient bons car nous rentrons dans le chenal pile à marée haute.

La date limite d'arrivée des concurrents est le 12 septembre. Une vingtaine de minis sont déjà regroupés à l'ancien bassin des chalutiers et plusieurs autres sont en carénage.

Les skippers en liste d'attente se doivent aussi d'être là et de participer à toutes les réunions au cas où une place se libérerait. La Classe Mini a fait une demande auprès des autorités françaises pour augmenter le nombre des participants

à 60 au lieu de 55, ce qui permettrait à la majorité d'entre eux de prendre le départ. Ce matin, à ce que j'ai entendu dire, le président de la Classe serait venu leur annoncer que la demande a été refusée. Dur coup pour le moral. Un copain venait justement de se faire donner trois vaccins en prévision du séjour au Brésil.

Ce doit être terrible d'être en attente d'une place et de faire comme si on partait tout en sachant qu'on ne partira sans doute pas. Je pense aussi à ceux qui ne se sont pas qualifiés à temps à la suite d'une série de malchances, comme Yann Guen avec son super *Morpheau*, le sister-ship de *Dingo*, qui voit cette course qu'il préparait avec ardeur depuis plus d'un an lui filer entre les doigts. Malgré sa déception, Yann a tenu à m'aider en me prêtant sa camionnette. Il savait que mes parents venaient me rejoindre et a voulu contribuer ainsi à mon projet en nous offrant cet espace aménagé pour manger et dormir.

Hier, justement, je suis allé chercher mon équipe canon à l'aéroport de Nantes. Carl n'avait jamais vu *Dingo* à l'eau, sauf en photos. Il a surtout été impressionné quand il est rentré à l'intérieur où tout l'espace est maintenant occupé par les instruments et le rangement du matériel. C'est bien agréable de se retrouver en famille, ça me permet de passer de beaux moments avant le départ.

Nous travaillons actuellement sur l'installation des panneaux solaires et autres bricoles. Évangéline essaie de prévoir plusieurs endroits sur le bateau pour accrocher une petite caméra vidéo dans un boîtier étanche. Je pourrai ainsi rapporter, je l'espère, des images tournées

dans toutes les conditions possibles. Celles-ci serviront entre autres pour mes conférences aux Grands Explorateurs, fin février 2002. Nous avons aussi mis les autocollants de CineGroupe sur la coque. Comme diraient les Français, ça jette (c'est beau !). Dorénavant mon bateau

portera ce nom sur les classements et dans les communiqués de presse.

cyberpresse.ca On peut lire les chroniques de Damien De Pas à l'adresse cyberpresse.ca/damiendepas

Au coeur de ce complexe se cache une plaque tournante de la défense antioxydante.

Le coeur de Phytobec possède un système majeur de protection contre les radicaux libres, responsables du vieillissement. Une de ses activités protectrices est très dépendante de l'apport nutritionnel en sélénium. Le sélénium dans la formule Phytobec n'est qu'un anti-radicaux libre. On compte neuf autres anti-radicaux libres parmi les quarante éléments constitutifs anticarentiels de Phytobec.

Prévoir le vieillissement précoce... c'est peut-être le moment?

Phytobec : science et Vie

En pharmacies et magasins d'aliments naturels
Renseignements : Montréal (514) 272-1365
Ligne extérieure : 1 800 272-1365
Mauricie : (819) 378-7777 • Estrie (819) 823-3322

2982316



Photo ROBERT SKINNER, La Presse

Chacun cherche son chat

Plus de 500 chats et 50 chiens du Réseau secours animal cherchent un foyer. Au plus grand désespoir d'un très expressif matou, la petite Cara Banks, 10 ans, a craqué pour un mignon minet lors de la séance d'adoption qui avait lieu hier au magasin J.E. Mondou de Dollard-des-Ormeaux. Le Réseau secours animal recueille les animaux domestiques abandonnés.

Mort de Shane Diabo | Montréal commence à bien ancrer les buts de soccer

RAYMOND GERVAIS

Moins de 24 heures après le drame qui a coûté la vie vendredi au jeune Shane Diabo, 14 ans, écrasé par un but de soccer en acier tombé sur lui, le service des parcs de la Ville de Montréal a commencé hier à arrimer solidement ce type d'installations sportives dans ses parcs.

Des ancrages métalliques ont été installés sur les barres transversales inférieures des buts et des pieux en acier ont été enfoncés dans l'espoir d'empêcher les enfants de les faire basculer.

Toutefois, le but qui s'est affaissé vendredi sur la tête de l'étudiant au parc Loyola, rue Coronation, dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce, ne possédait pas de telle barre inférieure.

Ce n'est pas la première fois qu'un gamin meurt au Québec écrasé par un but de soccer non ancré. Un accident similaire survenu à Le Gardeur en 1986, dans lequel un garçonnet de neuf ans, Patrick Veillette, avait perdu la vie, avait pourtant été à la source d'un recommandation d'un coroner qui n'a jamais été appliquée.

Le coroner avait recommandé à l'époque que tous les buts de soccer soient ancrés au sol afin d'éviter que des enfants ne les fassent basculer. Pourtant, rares sont les municipalités qui ont donné suite à la recommandation du coroner.

À Montréal, seuls les buts de soccer servant aux adultes sont ancrés solidement. Il en va de même dans plusieurs autres municipalités de la CUM. Les buts installés dans les parcs et qui servent pour les équipes juniors sont habituellement amovibles.

Les ligues de soccer avancent deux raisons. La première consiste à rapprocher les buts afin de raccourcir l'aire de jeu lorsque les joueurs sont jeunes. La seconde vise à empêcher que les gardiens de but aient les pieds dans l'eau après une pluie. Et même lorsque les villes ancrent les buts, ces derniers ne restent pas ancrés bien longtemps.

C'est ce qu'a expliqué Ted Irwin, président de l'Association de soccer de NDG, qui s'est rendu sur les lieux du drame.

Vendredi, le président du comité exécutif de la Ville de Montréal, Jean Fortier, a expliqué qu'il était très touché par la mort du jeune Shane Diabo, 14 ans, d'autant plus que son épouse connaissait l'enfant et sa famille. « Mon épouse est enseignante à l'école Weston et Shane était un de ses élèves. Vous comprendrez qu'elle est bien affligée par ce qui s'est passé », a déclaré M. Fortier.

Celui-ci a précisé que tout serait mis en oeuvre afin d'éviter qu'un tel accident se répète. « Nous allons suivre les recommandations que le coroner fera », a ajouté M. Fortier.

Vendredi, le service des parcs de la Ville de Montréal est venu chercher le but en question, qui pèse quelque 100 kg.

Même si le but est de même conception que l'autre se trouvant sur le même terrain de jeu, la barre transversale inférieure arrière du but, sur laquelle le filet est habituellement fixé, était manquante. La structure reposait donc seulement sur ses deux barres de côté, ce qui aurait pu contribuer à en réduire la stabilité et à en faciliter la chute. L'absence de barre horizontale inférieure a aussi contribué à alléger la structure à l'arrière. Lorsque l'enfant a sauté et s'est accroché à la barre transversale supérieure avant, son poids a facilement fait basculer le but, tout le poids se retrouvant à l'avant.

service auto  SEARS^{MC}



Dimensions	Soldé, chac.
P155/80R13	66,99
P175/70R13	85,99
P185/70R14	96,99
P195/75R14	98,99
P195/70R14	100,99
195/60R14	103,99
P185/65R14	105,99
P205/70R15	112,99
195/60R15	113,99
P205/65R15	114,99

Autres formats aussi en soldé

*Détails complets en magasin

rabais 25%

PNEUS MICHELIN^{MD} WEATHERWISE^{MC}

Soldé, à partir de 59,99 chacun.

155R12. Série n° 58000.

**Weatherwise est une marque de commerce de Sears



rabais 25%

PNEUS TOUTES SAISONS SILVERGUARD ESPRIT^{MD} II

Soldé, à partir de 45,99 ch. P155/80R13.

Série n° 71000. Autres formats, soldé 59,99-90,99 chacun.

Garantie de 100 000 km contre l'usure*

OFFRE SPÉCIALE:
À l'achat de 4 pneus Michelin Weatherwise, obtenez la batterie DieHard Gold^{MD} à moitié prix. Série n° 50000. Rég. Sears 109,99 chac. avec reprise**. Avec achat de 4 pneus Michelin Weatherwise, 54,99 chac. avec reprise**.

En cas de retour des pneus, le prix complet de la batterie sera facturé ou déduit du crédit.

**Les 5 \$ de dépôt à l'achat d'une batterie vous sont remboursés quand vous rapportez la vieille batterie pour le recyclage

SEARS^{MC}

PRIX EN VIGUEUR JUSQU'AU DIMANCHE 23 SEPTEMBRE OU, SI SEARS EST FERMÉ, JUSQU'AU SAMEDI 22 SEPTEMBRE 2001, DANS LA LIMITE DES STOCKS

SEARS^{MC}

ANJOU* 353-7770
BROSSARD* 465-1000
LASALLE* 364-7310

LAVAL* 682-1200
ST-BRUNO 441-6603
ST-LAURENT* 335-7770

PAS DE PAIEMENT AVANT JANVIER 2002 pour tous les services et produits automobiles de plus de 200 \$

Détails en magasin

NP0931101

Copyright 2001, Sears Canada Inc.

CAMELOTS, ADOLESCENTS ET ADULTES

demandés, à temps partiel, pour la livraison de **La Presse**

à domicile

- Avec ou sans voiture
- À commission

Dans les secteurs suivants :

- **le Bizard**
- **Pierrefonds**
- **Kirkland**

Responsabilités

- Livraison de *La Presse* devant être effectuée avant 6 h 30 le matin, du lundi au vendredi, et avant 8 h, le week-end.
- Perception des abonnés.

Pour joindre l'entrepreneur de votre région,

M. Louis Archambault

composez le **(450) 923-4780**

Gourriel : larchamb@lapresse.ca

POUR FAIRE LE POINT SUR L'ACTUALITÉ

Chaque samedi dans **La Presse**

PLUS

J'ai un mot à vous souffler... à l'oreille

Phytobec... oui... un nom à retenir... à multiples fonctions, qui tient compagnie aux personnes averties, conçu avec une infinie précision, Phytobec est une capsule surprenante de savoir-faire... c'est un genre de solution "tout-dans-un" pour ne rien manquer évidemment.

En pharmacies et magasins d'aliments naturels
Renseignements : Montréal (514) 272-1365
Ligne extérieure : 1 800 272-1365
Mauricie : (819) 378-7777
Estrie : (819) 823-3322

loto-québec

lotto **649**

Tirage du 2001-09-08

04 22 25 27 39 45

Numéro complémentaire: 31

résultats

Québec **49**

Tirage du 2001-09-08

02 14 25 35 45 48

Numéro complémentaire: 18

Promotion Double Jeu*

lotto **649** + Québec **49**

Tirage du 2001-09-08

02 24 37 43

*Seules les sélections participant au Loto 6/49 et au Québec 49 sur le même billet sont admissibles à la promotion.

Banco

Tirage du 2001-09-08

01 02 03 08 12

14 19 20 24 27

31 35 36 40 41

45 46 58 64 70

Quotidienne

Tirage du 2001-09-08

3 4

226 1649

Extra

Tirage du 2001-09-08

NUMÉRO: 618308

Extra

Tirage du 2001-09-07

NUMÉRO: 493177

Super 7

Tirage du 2001-09-07

08 14 17 19 24 28 32

Numéro complémentaire: 15

Ventes totales: 11 355 588 \$

Prochain gros lot (approx.): 5 000 000 \$

GAGNANTS

7/7 0

6/7+ 2

6/7 75

5/7 4 540

4/7 95 094

3/7+ 85 988

3/7 785 872

LOTS

2 500 000,00 \$

103 676,40 \$

2 419,10 \$

142,70 \$

10,00 \$

10,00 \$

participation gratuite

Le jeu doit rester un jeu

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

T V A, LE RÉSEAU DES TIRAGES DE LOTO-QUÉBEC



ANIMAUX

4 jours consécutifs

pour seulement **29,88 \$*** pour 3 lignes

2,49 \$* par ligne additionnelle par jour

*taxes en sus

LES PETITES ANNONCES

La Presse cyberpresse.ca

(514) 285-7111 sans frais 1 800 361-5013

Pour cette offre spéciale, aucun changement ne peut être apporté au texte original en cours de publication. On peut annuler après la première parution, cependant la facturation s'établira obligatoirement pour le nombre de jours de parution demandé lors de la réservation. Payables avant publication.

2975949

Une foule de 8000 personnes vient rendre hommage à soeur Blondin

RAYMOND GERVAIS

Près de 8000 personnes ont participé hier au Centre Molson à une cérémonie artistique et liturgique en l'honneur de soeur Marie-Anne (Esther) Blondin, fondatrice des Soeurs de Sainte-Anne, qui a été béatifiée par le pape le 29 avril dernier.

La cérémonie, présidée par le cardinal Jean-Claude Turcotte, archevêque de Montréal, coïncidait avec le 151^e anniversaire de la fondation de la congrégation.

Née le 18 avril 1809 à Terrebonne dans une famille agricole, Esther Blondin est demeurée analphabète jusqu'à l'âge de 20 ans, conséquence de la pauvreté d'alors et du milieu rural dans lequel elle vivait.

Hier, malgré l'aspect grandiose de la cérémonie, c'est avec simplicité que la congrégation a rendu hommage à sa fondatrice.

Dans son homélie, le cardinal Turcotte a d'ailleurs souligné la simplicité de la religieuse qui au cours de sa vie a toujours tendu la main aux malheureux et a toujours souffert en silence.

Hier, on a exhibé différents objets ayant appartenu à soeur Blondin. Ainsi, on a pu voir son certificat de naissance, une formule de vœux, des chandeliers de profession, un clef, un crucifix ainsi qu'une boîte à ouvrage.

C'est à l'âge de 19 ans qu'Esther Blondin a quitté la ferme familiale pour s'engager comme domestique chez un marchand du village, puis au couvent des soeurs de la Congrégation Notre-Dame. C'est à ce dernier endroit qu'elle a appris à lire et à écrire. En 1932, elle est entrée au noviciat des religieuses de cette congrégation, mais elle a dû retourner dans sa famille l'année suivante en raison de sa santé précaire.

Elle se rend ensuite à Vaudreuil où elle s'initie à l'enseignement. Six ans plus tard, elle assume la direction de l'école qui devient l'Académie Blondin.

Un projet « subversif »

Mais Esther Blondin désire avant tout fonder une congrégation religieuse pour l'éducation des enfants pauvres des campagnes dans des écoles mixtes. Le 11 juin 1848, elle soumet son projet à M^{re} Ignace Bourget, qui le trouve « téméraire, subversif de l'ordre établi », mais accède à sa demande.

Le 8 septembre et 1850, Esther Blondin et quatre novices font profession dans l'église de Vaudreuil; elle devient à cette occasion soeur Marie-Anne, la première supérieure de la congrégation des Soeurs de Sainte-Anne.

Quatre ans plus tard, une querelle éclate entre elle et le chapelain Louis-Adolphe Maréchal, qui veut tout contrôler dans la communauté et adresse des lettres calomnieuses à M^{re} Bourget à l'endroit de soeur Blondin. Le 18 août 1854, l'évêque demande à la supérieure de démissionner. Celle-ci sera nommée par la suite directrice du couvent de Sainte-Geneviève, mais en 1858 elle est mise à l'écart et elle devient robrière des religieuses et sacristine de la paroisse. Ce sera le début de plus de 30 ans de silence pour elle, période au cours de laquelle elle est affectée à la repasserie.

La fondatrice des Soeurs de Sainte-Anne est morte le 2 janvier 1890.

Mère Blondin avait été proclamée vénérable le 14 mai 1991 par l'Église catholique, qui avait reconnu en elle la pratique héroïque et exemplaire des vertus enseignées dans l'Évangile.



La cérémonie artistique et liturgique qui s'est déroulée au Centre Molson était présidée par le cardinal Jean-Claude Turcotte.

Pub, sexe et violence ne font pas bon ménage

Presse Canadienne

TORONTO — Il s'agit peut-être de l'ultime ironie dans le monde de la télévision : les compagnies qui annoncent pendant les émissions à haute teneur en violence et en sexualité n'arriveraient pas à faire passer leur message, d'après un article publié dans le *Broadcast Dialogue*, un magazine de l'industrie.

La rédactrice Daphne Lavers cite les résultats d'un récent projet de recherche de l'Université de l'Iowa, qui conclut que la mémoire des téléspectateurs pour les publicités est moindre pendant les émissions chargées de contenu sexuel et violent.

« La violence et la sexualité diminuent la mémoire des hommes et des femmes de tous âges », soutient le professeur de psychologie Brad Bushman, qui a découvert que les participants à son étude avaient un meilleur souvenir des annonces durant les émissions à contenu neutre. « La sexualité et la violence s'enregistrent dans la mémoire beaucoup plus fortement que les messages que veulent faire passer les annonceurs. »

Nouveaux toniques, résultat de nouvelles recherches

Défaillances énergétiques? Grosses fatigues?

Aux sources du naturel Bio-sirum-énergie-vive vous offre deux formules, oui deux formules aux actifs naturels. Bio-sirum-énergie-vive avec co-enzyme Q-10 et Bio-sirum-énergie-vive-revitalise. Deux agisseurs, deux toniques, deux remontrants naturels dont un avec co-enzyme Q10. Bio-sirum, des diffuseurs d'énergie vive contre les grosses fatigues. Un tourbillon d'atomes, de molécules à comportement énergétique, voilà Bio-sirum-énergie-vive. Tout un monde d'ingrédients énergétiques avec la co-enzyme Q-10, l'étincelle qui fait jaillir la production d'ATP qui est la molécule de base bio-énergétique de toute cellule humaine.

En pharmacies et magasins d'aliments naturels
Renseignements : Montréal (514) 272-1365
Ligne extérieure 1 800 272-1365
Mauricie (819) 378-7777 • Estrie (819) 823-3322

No 1 au Canada venez voir pourquoi

Aucun crédit refusé avec léger comptant

L'Accent GS 3 portes 2001

Louez à partir de **169\$*** /48 mois **0\$ de comptant**

Transport et préparation inclus, aucun dépôt de sécurité PDSF de 12 195 \$

0% Financement à l'achat Sur tous les modèles Accent. Jusqu'à 36 mois.



La toute nouvelle Elantra 2001

Louez à partir de **189\$*** /48 mois

Comptant de 1 495 \$
Transport et préparation inclus PDSF de 14 875 \$

3.8% Financement à l'achat Sur tous les berlines Elantra. 60 mois.



Sonata GL 2001

Louez à partir de **229\$*** /48 mois **Comptant de 1995\$**

Comptant de 1 995 \$ • PDSF de 20 495 \$

0% Financement à l'achat Sur tous les modèles Sonata Jusqu'à 36 mois.



Venez voir pourquoi!
Chomedey Hyundai est **numéro un au Canada**

Hyundai Auto Canada a créé en 1994 le Prix d'excellence du président afin de rendre hommage aux concessionnaires Hyundai qui ont réalisé des performances exceptionnelles. Ainsi, chaque année, Hyundai honore entre 12 et 15 concessionnaires canadiens. Pour 2000, le prix du premier concessionnaire au pays revient à Chomedey Hyundai de Laval.

UNE ÉVALUATION CONTINUE
" Nous avons la part du lion dans les chiffres de ventes au Canada pour 2000 et nous avons aussi le meilleur concessionnaire au pays, difficile de faire mieux, lance en riant le directeur pour le Québec de Hyundai Canada, Michel Mérette. C'est un prix convoité, car les critères de sélection sont rigoureux. " Les concessionnaires sont évalués tout au long de l'année sur tous les aspects de leurs opérations, soit les ventes, les pièces, le service technique et le degré de satisfaction de la clientèle. Il ne s'agit pas d'un simple concours de popularité

ou de récompenses pour des ventes exceptionnelles, c'est un " tout " et c'est ce qui lui donne sa valeur. " " bobos " à temps. Il y a aussi l'équipe qui est importante, poursuit M. Leclair. Ça prend un bon coach, mais il faut aussi de bons joueurs. On doit également prêcher par l'exemple et bien superviser son commerce. Je suis un partisan de la concession unique; les propriétaires de multiples concessions perdent parfois le lien avec leur clientèle. Mon bureau est à son seul endroit et je m'assure que tous les départements de ma concession fonctionnent selon les règles de l'art et que le client est toujours satisfait. Pour moi, cette méthode a donné des résultats. Depuis notre ouverture en 1985, certains clients en sont à leur 12^e voiture. Même dans les moments difficiles qu'a traversés Hyundai, ces personnes sont toujours revenues, pas toujours pour le produit, mais pour le service. C'est ce qui a fait le succès de Chomedey Hyundai, " rappelle avec fierté M. Leclair.

agréablement surpris que le propriétaire de la concession Hyundai et cela permet souvent de régler les petits problèmes. " " bobos " à temps. Il y a aussi l'équipe qui est importante, poursuit M. Leclair. Ça prend un bon coach, mais il faut aussi de bons joueurs. On doit également prêcher par l'exemple et bien superviser son commerce. Je suis un partisan de la concession unique; les propriétaires de multiples concessions perdent parfois le lien avec leur clientèle. Mon bureau est à son seul endroit et je m'assure que tous les départements de ma concession fonctionnent selon les règles de l'art et que le client est toujours satisfait. Pour moi, cette méthode a donné des résultats. Depuis notre ouverture en 1985, certains clients en sont à leur 12^e voiture. Même dans les moments difficiles qu'a traversés Hyundai, ces personnes sont toujours revenues, pas toujours pour le produit, mais pour le service. C'est ce qui a fait le succès de Chomedey Hyundai, " rappelle avec fierté M. Leclair.

André Leclair, propriétaire de Chomedey Hyundai, en compagnie de M. James Lee, président de Hyundai Auto Canada, qui lui remet le Prix d'excellence du président, cuvée 2000.



Tiburon 2001

Louez à partir de **229\$*** /48 mois **Comptant de 1 895 \$**

Transport et préparation inclus PDSF de 19 195 \$

0% Financement à l'achat Sur tous les modèles Tiburon Jusqu'à 36 mois.

De série : moteur de 2 litres de 140 ch avec injection multipoint



XG3000 2001

Louez à partir de **365\$*** /48 mois

PDSF de 31 995 \$

Comptant de 4 995\$

où **3.8% Financement à l'achat Sur tous les modèles XG3000 Jusqu'à 60 mois.**



Santa FE 2001

Louez à partir de **299\$*** /48 mois **V6 Traction intégrale automat.**


PDSF de 25 250 \$

Comptant de 3 995\$

où **3.8% Financement à l'achat Sur tous les modèles SANTA FE Jusqu'à 60 mois.**



ÇA DÉMÉNAGE!



Voici la nouvelle Elantra GT 2002 Une sportive cinq portes qui a du coffre.

RABAIS POUR NOUVEAUX MARIÉS



HYUNDAI

* Programme de location de Les services financiers Hyundai pour une Accent GS 3 portes 2001 neuve, PDSF à partir de 12 195 \$; une berline Elantra GL 2001 neuve, PDSF à partir de 14 875 \$; une Tiburon de base 2001 neuve, PDSF à partir de 19 195 \$; une Sonata GL 2001 neuve, PDSF à partir de 20 495 \$; un Santa Fe GL 2001 neuve, PDSF à partir de 25 250 \$; une XG3000 2001 neuve, PDSF de 31 995 \$. Frais de transport, d'immatriculation, de préparation et taxes en sus des PDSF. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. 1. Taux annuel de financement à l'achat de 0% disponible pour tous les modèles Accent, Tiburon et Sonata 2001 pour une période de 24 ou 36 mois; de 3,8% pour toutes les berlines Elantra 2001 pour une période de 24, 36 ou 48 mois; de 4,8% pour tous les Santa Fe et XG3000 2001 pour une période de 24, 36 ou 48 mois. Exemple de financement : 10 000 \$ à un taux annuel de 0%/3,8%/4,8% équivalent à des mensualités de 277,80/\$224,90/\$229,40 pour 36/48/48 mois. Coût de prêt de 0 \$/795,20/\$1 011,20 \$, pour une obligation totale de 10 000 \$/10 795,20/\$1 011,20 \$. Les offres de location et de financement à l'achat sont d'une durée limitée, sur approbation du crédit, et ne peuvent être combinées à aucune autre offre. Voir le concessionnaire pour les détails.

ACCENT GS 3 portes 2001

• AUTOMATIQUE • RADIO • SERVODIRECTION

0% comptant A partir de **219\$*** /mois

Tout inclus, aucune cachette, taxes et préparation inclus, premier paiement dans 1 mois



Spécial légèrement utilisé

Tiburon SE 1999 et 2000

• AUTOMATIQUE • CUIR

À partir de **13 995\$***



Parole en public
où le rire est notre meilleur atout!

SEANCE DE DÉMONSTRATION
12 et 13 septembre 2001 à 19 h
NOUVEL HÔTEL
(métro Lucien-L'Allier et Guy-Concordia)

Tél : (514) 356-2232
www.cmformation.com

chomedey HYUNDAI

2480, boul. Curé-Labelle Chomedey, Laval (450) 682-6000

www.chomedeyhyundai.com

Malgré une part de marché plus que modeste, le bio s'organise au Québec. Les producteurs maraîchers et fruitiers s'associent avec des partenaires qui partagent les risques, et de plus en plus d'aliments transformés sont fabriqués ici. La philosophie bio, c'est aussi une affaire de production locale.

LES JARDINIERS DE FAMILLE



JUDITH LACHAPPELLE

LA BIO-BOUFFE

SAM | 1 > Une demande qui grimpe
DIM | 2 > Des maraîchers marginaux
LUN | 3 > Une viande qu'on s'arrache

J eudi fin d'après-midi, dans une cour d'école du quartier Rosemont. Les partenaires des Jardins de Tessa viennent chercher leur panier hebdomadaire de fruits et légumes bios. Au menu cette semaine, laitue, tomates, ail frais, épinards et bette-à-carde, dans un panier payé 18 \$ à l'avance. Cette fois-ci, les partenaires n'en auront pas pour leur argent. Mais dans les semaines qui suivent, si le beau temps se poursuit, pour les mêmes 18 \$, les partenaires auront en plus droit à des concombres, des betteraves, des carottes, des radis, des melons, des courges...

« C'est comme ça en agriculture bio », philosophe Mathieu Burelle en contemplant son panier de la semaine. « On partage les risques avec les agriculteurs, on sait qu'il peut y avoir des pertes. L'an dernier, avec la pluie, on n'a presque pas eu de tomates. »

Plus de 3500 familles, couples ou personnes seules sont inscrites cet été au programme des partenaires de l'Agriculture soutenue par la communauté (ASC), supervisé par Équiterre. Les partenaires s'associent avec l'une des 56 fermes biologiques qui participent au programme et paient à l'avance les fruits et légumes qu'ils recevront tout l'été. Aux Jardins de Tessa de Frelishburg, par exemple, chacun des 280 partenaires a déboursé 398 \$ en début de saison pour 21 livraisons de fruits et légumes. Aux Jardins de Papy, 170 partenaires

ont versé 330 \$ pour les 15 paniers qui seront livrés.

« Je suis leur jardinier de famille », dit Normand Gauvin, le papy des Jardins de Papy situés à l'Ange-Gardien. « Au lieu que les partenaires se fassent un jardin chez eux, je le fais à leur place. Ils paient avant la récolte, comme s'ils faisaient leur propre jardin puisqu'ils seraient obligés d'acheter et de préparer leurs semences, de les planter, de les engraisser avec du compost, de les entretenir, et après, de les récolter. À la place, ils travaillent ailleurs pour payer mon travail à moi. »

L'ASC, c'est carrément ce qui permet à tous ces petits producteurs bios de survivre. Les milliers de dollars qui sont versés avant le début de la saison permettent aux producteurs de partager les risques avec leurs partenaires, ils sont également assurés d'écouler leurs récoltes et peuvent investir dans leur entreprise.

« Un tracteur, c'est 75 000 \$ en partant, dit Frédéric Duhamel des Jardins de Tessa. C'est pas pour rien que personne ne va se lancer en agriculture à moins que les parents ne soient déjà établis. »

« Non, c'est pas facile en bio », concède Normand Gauvin, qui a cultivé sa terre pendant 30 ans de façon conventionnelle avant de se lancer dans le bio. « Est-ce que ma ferme bio est rentable ? Ça dépend des années. Je pense que je suis capable de la rentabiliser parce que j'ai beaucoup de connaissances en agriculture. Et puis, la terre, la maison, les équipements sont payés... »

L'ASC a débuté sans faire trop de bruit en 1996 avec sept fermes. Aujourd'hui, les 56 fermes associées ne suffisent pas encore à la demande. « Notre gros problème chaque année est qu'il y a plein de gens intéressés, mais pas as-

sez de fermes », dit Barbara Vogt, la coordonnatrice chez Équiterre. « Cette année, on a envoyé de 4000 à 5000 dépliant, alors qu'on a juste 3500 places, 800 de plus que l'an dernier. Et chaque année, on a entre sept et dix fermes qui s'ajoutent, en plus de celles qui augmentent leur production. »

Les producteurs bios sont donc dans une drôle de position. La demande augmente sans cesse, mais pas au point où une ferme de la grosseur de ce qu'on retrouve en conventionnel puisse être rentable. Les fermes partenaires de l'ASC sont-elles condamnées à rester toutes petites ?

Madame Tout-le-monde achète bio

La partie est peut-être plus facile pour les fabricants d'aliments transformés, qui peuvent se tourner vers l'exportation.

Depuis 17 ans, la clientèle de Rachelle-Béry a bien changé. D'une seule boutique à ses débuts, elle compte maintenant sept magasins. On trouve encore des granoles purs et durs dans les allées de la petite épicerie d'aliments naturels coin Rachel et Berri, à Montréal. Mais on retrouve aussi de plus en plus d'hommes et de personnes âgées, une clientèle qu'il était rare

d'y croiser il y a 20 ans. « Les personnes âgées ont connu l'agriculture traditionnelle, sans produits chimiques, et cherchent à la retrouver », croit Marjolaine Campion, gérante de l'épicerie.

Et il y a aussi ceux qu'on pourrait appeler les « victimes de la mode », ceux qui se sont nourris à la fameuse crème Budwig à la fin des années 1980, qui se sont jetés récemment sur la viande bio à la suite de la crise de la vache folle en Europe ou un dégoût des méthodes d'élevage conventionnel en Amérique. Ou encore ceux qui, le lendemain de la

« On partage les risques avec les agriculteurs, on sait qu'il peut y avoir des pertes. »

Papy dans son jardin... bio!

« Il y a des médecins de famille, des dentistes de famille. Moi, je suis un jardinier de famille. »

Normand Gauvin aime sa terre plus que ses deux grandes mains usées peuvent contenir. Il en parle sans arrêt en ouvrant grand les bras, en se plongeant les mains dans le compost brûlant, en arrachant délicatement les mauvaises herbes qui poussent près de ses carottes, en offrant à ses visiteurs une botte de radis croquants ou des fraises gorgées de soleil. Après une trentaine d'années à cultiver ses immenses terres de façon conventionnelle, le producteur a pris sa semi-retraite. Les Jardins de Papy sont nés.

« J'appelle ça semi-retraite parce qu'au lieu de travailler 90 heures par semaine, je n'en fais que 60 ! » dit le jardinier en éclatant de rire. Le bio, c'est pas de tout repos, mais Normand Gauvin savait dans quelle galère il s'embarquait. « Je l'ai fait par défi, ça faisait longtemps que je faisais du conventionnel. Je n'avais plus autant de plaisir, et puis, c'était rendu trop gros pour mon âge. »

D'une production de 200 acres, avec une trentaine d'employés, voire une centaine pendant les récoltes, Normand Gauvin est passé à une trentaine d'acres dont il s'occupe principalement seul. Cet été, il a reçu chez lui ses partenaires dont plusieurs citadins qui ont sans doute mis les pieds à la ferme pour la première fois. Il voulait surtout y voir des enfants qui s'amuseraient avec la chèvre et le cochon. C'est à eux qu'a pensé Papy en construisant l'enclos tout neuf.

En marchant avec lui le long des rangs de choux-fleurs ou de carottes, on comprend un peu mieux ce que Normand Gauvin veut dire par défi. Qui dit bio, dit aussi manque de moyens pour combattre la mauvaise herbe, les insectes et les maladies. Le jardinier se penche et soulève une grappe de fraises. Trois fleurs sur neuf ont la tête coupée, décapitées par un petit insecte qui pond ses oeufs à la base du bouton floral. Sur un autre plant, des fruits sont moisis avant de mûrir. Dans l'autre champ, des choux sont attaqués par une mouche qui dévore la racine.

En agriculture conventionnelle, les pesticides auraient tout fait d'éliminer herbes et bibittes indésirables. Mais en bio, pas question d'utiliser d'intrants chimiques dans les cultures. « Il n'existe pas de solution bio à ça, dit Normand Gauvin en contemplant ses fraises qui ne mûrissent jamais. En fait, il existe sûrement une solution, mais puisqu'on ne fait à peu près pas de recherche en bio... »

Pour minimiser les ravages des insectes et éviter d'être dépendant d'une seule culture, les fermiers bios misent sur la diversité. Mais pour les mauvai-



Photo ROBERT NADON, La Presse

« Celui qui veut manger du bio aide tout le monde à moins polluer la nature, à mieux se nourrir, à être plus en santé », dit Normand Gauvin. Ses beaux radis bio, comme tous ses autres légumes, coûtent aussi plus cher que les radis conventionnels. Sauf si on considère les effets à long terme de l'utilisation de pesticides dans les champs...

ses herbes, il n'y a guère d'autre solution qu'un bon sarclage. Les champs de fraises et de framboises de M. Gauvin, à la veille d'être sarclés, sont envahis de mauvaises herbes. « Dans le conventionnel, ça serait le champ d'un producteur négligent. Mais en bio, c'est normal d'avoir autant de mauvaises herbes, je vous le jure ! »

Entre les rangs, on utilise la pioche pour sarcler. Autour des plants, il faut y aller à la main. Un travail de moine, sur-

tout dans les champs de carottes. « Les carottes, c'est le pire ! » dit le jardinier, à quatre pattes près des minuscules feuilles de carottes entre lesquelles se sont glissés des intrus tout aussi minuscules. « Il faut quasiment enlever les mauvaises herbes avec une pince à sourcils ! » Mais il se reprendra plus tard : il n'y a pas de mauvaises herbes, il n'y a que des herbes qui poussent parfois à la mauvaise place... « Ça se mange un pissenlit, c'est une bonne plante ! Ça te

diffusion d'une certaine émission culinaire, viennent chercher cet ingrédient bien précis noté sur un bout de papier... La demande pour les produits bios varie souvent en dents de scie.

Les produits québécois sont de plus en plus nombreux sur les tablettes de Rachelle-Béry, même s'ils ne sont pas nécessairement certifiés bios. « On ne pourrait pas ne vendre que du bio, on ne répondrait pas aux besoins du client », dit Marjolaine Campion. À côté des plats préparés certifiés bios des Artisans de l'Aube, on retrouve aussi les populaires soupes, sauces et quiches du Commençal ou de Fontaine Santé qui, elles, ne sont pas certifiées bios. Même chose dans le pain, où seul le Unisson est certifié bio. D'autres miches, comme celles du Fourmil, sont concoctées avec des ingrédients qui sont tous bios, sans que le produit final ne soit certifié.

Mais le comptoir des fruits et légumes bios dépend essentiellement des arrivages américains, surtout quand la belle saison est terminée au Québec. « Il faudrait plus de serres bios au Québec, croit M^{me} Campion. Nos légumes viennent de Californie, mais au moins, il n'y a pas de pesticides, ni d'OGM. »

Au moins... Car le bio dépasse la question des pesticides et des OGM. Il se préoccupe aussi de la pollution causée par le transport des aliments, voire des conditions de travail des agriculteurs. « Comment qualifier encore de bio du rutabaga expédié depuis l'Australie ou du lait de grande conservation importé de Suède ? » demandait l'an dernier un délégué lors d'un congrès sur le bio tenu en Angleterre. « Comment considérer comme bénéfique un ananas bio cultivé par d'énormes multinationales dans le tiers-monde qui accordent à peine un salaire de survie à leurs employés ? »

Équiterre, programme de l'Agriculture soutenue par la communauté : www.equiterre.qc.ca (514) 522-2000

parle aussi, ça te dit que ton sol est trop compacté, que tu marches trop dessus ou que tu n'as pas assez de matière organique. Si t'as trop de choux ras, c'est que c'est trop fort en azote. »

Au bout de son champ mijote le fertilisant bio qui fera pousser les légumes de l'an prochain. Un mélange de fumier — si possible issu d'un élevage bio — et de paille bio qui coûte très cher. Sous la bâche, la matière organique en décomposition atteint une centaine de degrés. Une fois prêt, le terreau devenu très noir vaudra une petite fortune... qu'il faudra bien payer en vendant les légumes.

Oui, reconnaît le jardinier, les fruits et légumes bios coûtent plus cher à l'épicerie parce qu'ils coûtent plus cher à produire. Quand il faut travailler minutieusement à quatre pattes pour arracher les mauvaises herbes, qu'il faut éponger les pertes dues aux maladies et insectes, qu'il faut payer plus cher pour fabriquer un compost bio, qu'on perd une année de récolte sur le champ où on fabrique de l'engrais vert, qu'il faut se résoudre à faire dynamiter le roc pour creuser un étang d'irrigation parce que c'est le seul endroit de la ferme où l'eau ne risque pas d'être contaminée par les pesticides des voisins, les égoûts du village, la rivière du coin, la poussière soulevée par les gros camions qui dévalent la route, alouette... tout ça coûte plus cher.

Est-ce que la pratique de l'agriculture conventionnelle l'inquiète ? M. Gauvin se fait évasif. Il ne se considère manifestement pas comme un bio pur et dur. « Je suis un gars ben *straight*, ben ordinaire. J'ai fait du conventionnel parce que les gens voulaient en manger. Là, il y a une partie de la population qui veut manger bio, et moi je veux faire ça plus petit. Alors, je fais du bio. Celui qui veut manger du bio aide tout le monde à moins polluer la nature, à mieux se nourrir, à être plus en santé. Il y a des coûts cachés avec l'agriculture conventionnelle — et je ne lance pas de pierre à personne, mon garçon fait toujours du conventionnel... »

« C'est sûr qu'à long terme, il n'y a personne qui peut dire que les pesticides sont bons, reprend-t-il. Mais les personnes qui mettent des pesticides ne les mettent pas parce que c'est pas bon, c'est parce que ça allège ses coûts et le consommateur veut que ses légumes ne coûtent pas cher ! »

Ses légumes bios sont plus chers que les conventionnels, répète Normand Gauvin. « Si tu veux avoir les plus bas prix, viens pas chez nous. Si tu veux des aliments bios, viens nous voir. » Mais Normand Gauvin ne regrette rien et s'amuse comme un fou. « C'est comme si je commençais dans le métier ! Parce que c'est pas facile, il faut toujours avoir un oeil sur tout, j'apprends plein de choses, c'est passionnant ! C'est sûr que bien se nourrir, c'est important. Et bien nourrir les autres, c'est très valorisant. »

**Bibliothèque
et Archives
nationales**

Québec 

La Presse

9 septembre 2001

Page A9 manquante

MONDE

Israël tire sur les bureaux du Fatah à Ramallah

HADEEL WAHDAN
Associated Press

RAMALLAH, Cisjordanie — Des hélicoptères israéliens ont tiré samedi sur les bureaux du Fatah, le mouvement de Yasser Arafat, à Ramallah, en Cisjordanie. Cette attaque n'a pas fait de victimes.

Tsahal a affirmé que cette attaque était perpétrée en représailles à des attentats commis par des Palestiniens contre des Israéliens, notamment celui qui a entraîné la mort d'un soldat israélien jeudi à quelques kilomètres de Tulkarem.

Deux hélicoptères ont apparemment participé à cette opération. Trois missiles ont été tirés, provoquant des dégâts importants dans le bâtiment de huit étages.

Carlos Zaghlool, un employé du Fatah qui travaille dans le bâtiment, a déclaré qu'une réunion de responsables de l'organisation venait de se terminer dans les locaux quand les missiles ont été tirés. « Un missile est entré dans la pièce », a-t-il affirmé, en ajoutant qu'il avait réussi à sortir du bâtiment par la fenêtre de la salle de bains.

Marwan Barghouti, chef du Tanzim, la milice du Fatah, a accusé Israël d'avoir voulu supprimer Mohammed Mansour, responsable du Fatah, qui venait de quitter le bâtiment peu de temps auparavant. Tsahal n'a pas confirmé cette information.

Des dizaines de Palestiniens ont manifesté à Ramallah après l'attaque, lançant des appels à la vengeance. « Notre réponse sera plus rapide et plus douloureuse que les

Israéliens peuvent l'imaginer », a affirmé Marwan Barghouti.

Pour le « ministre » palestinien de l'Information Yasser Abed Rabbo, cette attaque prouve que le premier ministre israélien Ariel Sharon ne veut pas d'une rencontre entre son ministre des Affaires étrangères Shimon Pérès et le président de l'Autorité palestinienne Yasser Arafat. Cette attaque « détruira les objectifs de cette rencontre avant même qu'elle n'ait lieu », a-t-il déclaré.

« Il semble que Sharon soit beaucoup plus intéressé par la poursuite du cycle de la violence et de la guerre contre le peuple palestinien », a ajouté Yasser Abed Rabbo.

La date et le lieu d'une éventuelle rencontre Pérès-Arafat n'ont pas encore été fixés, selon M. Rabbo. Toutefois, M. Pérès affirme qu'elle pourrait avoir lieu dès la se-

maine prochaine dans la région, probablement au point de passage d'Erez entre Israël et la bande de Gaza. Cette rencontre serait la première d'une série de trois, selon le ministre israélien.

La journée d'hier a également été marquée par la mort d'un jeune Palestinien de 13 ans, tué dans des échanges de tirs à Rafah, dans la Bande de Gaza. L'armée israélienne a déclaré n'avoir pas été informée d'incident dans ce secteur.

Plus tôt, un Palestinien avait été tué et un autre gravement blessé dans une explosion qui s'est produite près de la frontière entre la bande de Gaza et l'Égypte. Cette zone est particulièrement sensible depuis le début des affrontements, il y a 11 mois, qui ont fait 607 morts du côté palestinien et 165 du côté israélien.

DURBAN

LES POINTS SAILLANTS

Agence France-Presse

DURBAN, Afrique du Sud — Voici les principaux points de la Déclaration finale et du Programme d'action adoptés hier au terme de la Conférence de l'ONU contre le racisme à Durban.

Déclaration

PROCHE-ORIENT

La Conférence reconnaît avec une profonde inquiétude la montée de l'antisémitisme et de l'islamophobie dans différentes régions du monde, ainsi que l'apparition de mouvements racistes et violents inspirés par le racisme et des idées discriminatoires à l'encontre des communautés juives, musulmanes et arabes.

Elle est préoccupée par le sort du peuple palestinien vivant sous occupation étrangère. Elle reconnaît le droit inaliénable du peuple palestinien à l'autodétermination et à la création d'un État indépendant, ainsi que le droit à la sécurité de tous les États de la région, y compris Israël, et engage tous les États à soutenir le processus de paix et à le mener à bien rapidement.

La Conférence rappelle que l'Holocauste ne doit jamais être oublié.

ESCLAVAGE

La Conférence reconnaît que l'esclavage et le commerce des esclaves, y compris le commerce transatlantique, ont été des tragédies épouvantables dans l'histoire de l'humanité, que ces pratiques constituent un crime contre l'humanité et auraient toujours dû être considérées comme telles, qu'elles figurent parmi les sources et manifestations majeures du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée et que les Africains et les populations d'ascendance africaine, les peuples d'ascendance asiatique et les peuples autochtones ont été et continuent d'en être les victimes.

La Conférence condamne le fait que l'esclavage et les pratiques analogues existent encore aujourd'hui dans certaines régions du monde et prie instamment les États de prendre des mesures immédiates à titre prioritaire pour mettre fin à ces pratiques qui constituent des violations flagrantes des droits de l'Homme.

PEUPLES AUTOCHTONES

La Conférence (...) reconnaît pleinement les droits des peuples autochtones conformes aux principes de souveraineté et d'intégrité territoriale des États et souligne la nécessité d'adopter les mesures constitutionnelles, administratives et législatives appropriées.

Programme d'action

ESCLAVAGE ET COLONIALISME

La Conférence note que certains États ont pris l'initiative de présenter des excuses et ont payé des compensations, dans les cas appropriés, pour les violations graves et massives commises.

La Conférence mondiale reconnaît la nécessité de développer des programmes pour le développement économique et social des sociétés (africaines victimes de l'esclavage) et de la Diaspora dans le cadre d'un nouveau partenariat basé sur un esprit de solidarité et du respect réciproque dans les domaines suivants : allègement de la dette, élimination de la pauvreté, construction ou renforcement des institutions démocratiques, promotion de l'investissement étranger direct, et l'ouverture des marchés.

MOYEN-ORIENT

La Conférence invite à mettre fin à la violence et à reprendre rapidement les négociations, en tenant compte du respect des droits de l'Homme universels et du droit humanitaire, du respect du principe de l'autodétermination, ce qui permettra à Israël et aux Palestiniens de reprendre le processus de paix et de se développer tout en prospérant dans la sécurité et la liberté.

La Conférence engage les États, dans leur lutte contre toutes les formes de racisme, à reconnaître la nécessité de lutter contre l'antisémitisme, le racisme anti-Arabe et l'islamophobie dans le monde entier.

PEUPLES AUTOCHTONES

La conférence prie instamment les États de coopérer avec les peuples autochtones pour les encourager à accéder à l'activité économique et à améliorer leur situation du point de vue de l'emploi.

MIGRANTS

Il est demandé aux États de promouvoir et de protéger pleinement et efficacement les droits de l'Homme et les libertés fondamentales de tous les migrants.

Les États sont invités à faciliter, de façon rapide et efficace, la réunification des familles qui a un effet positif sur l'intégration des migrants sans préjudice du fait que des membres de la famille souhaitent avoir un statut indépendant.

EXPRESS INTERNATIONAL

Zimbabwe | Nouvelle occupation

ENVIRON 150 personnes ont envahi hier une ferme du centre du Zimbabwe, a annoncé le Syndicat des fermiers commerciaux (CFU). Cette action constitue la première occupation de terre depuis l'accord visant à mettre un terme à ces actions, signé à Abuja le 6 septembre. Jenni Williams, porte-parole du CFU, a annoncé que l'invasion de la ferme de Logan Lee, située à Beatrice (40 kilomètres au sud de Harare), avait eu lieu à 13 h locales. — *d'après AFP*

Biélorus | On vote aujourd'hui

LE PRÉSIDENT Alexandre Loukachenko a appelé implicitement les Biélorusses à voter pour lui aujourd'hui et promis que l'élection présidentielle serait « libre et démocratique », dans une ultime intervention télévisée à moins de 12 heures de l'ouverture du scrutin. « Nous avons ensemble sauvé le pays du krach économique et du chaos politique. Je vous appelle à voter de façon bien réfléchi. C'est le moment de vérité pour vous, votre destinée est entre vos mains. C'est à vous de décider », a déclaré le président sur l'unique chaîne de télévision publique. « Le pouvoir peut regarder le peuple dans les yeux car il n'a pas laissé passer de chances, n'a pas commis de fautes graves, nous avons su bâtir un Etat indépendant et souverain que le Biélorus n'avait jamais eu », a-t-il ajouté dans une intervention d'environ 5 minutes. Le président Loukachenko est le grand favori du scrutin d'aujourd'hui dont la régularité a d'ores et déjà été mise en doute par Washington et les conditions d'organisation critiquées par l'OSCE. — *d'après AFP*

Cachemire | Répression musulmane

UN GROUPE fondamentaliste musulman responsable d'une série d'attaques à l'acide contre des femmes non voilées dans le Cachemire indien, a exigé hier l'application d'un code vestimentaire particulier pour les femmes non musulmanes, visant ainsi les hindoues et les sikhs. Les femmes hindoues sont priées de porter un « bindi » ou une marque colorée sur leur front et les Sikhs doivent se couvrir la tête d'un tissu jaune, déclare le groupe Lashkar-e-Jabbar dans un communiqué. Le groupe fondamentaliste avait revendiqué des jets d'acide le mois dernier à Srinagar, capitale d'été de l'État indien du Jammu-et-Cachemire, sur deux femmes qui ne respectaient pas selon lui un code vestimentaire « conforme à l'islam ». — *d'après AFP*

Inde | Malades enchaînés

LA POLICE indienne a porté secours hier à 14 personnes malades mentales, enchaînées pour la plupart à des arbres dans la jungle de l'État du Tamil Nadu, dans le sud de l'Inde. L'opération de secours est intervenue après que la police eut été informée que des patients se trouvaient près du temple Malaikaruppuswamy, situé dans les collines du district d'Erode, près de Madras, la capitale de l'État. Ces personnes avaient été emmenées dans ce temple par des proches qui estimaient qu'une intervention divine pourrait améliorer leur état mental, a indiqué la police. — *d'après AFP*

Après « Moisson essentielle », il arrive quoi en Macédoine ?

KATARINA KRATOVAČ
Associated Press

SKOPJE — Au moment où débute la deuxième phase du plan de paix en Macédoine, le président Boris Trajkovski a invité hier toute la classe politique du pays à soutenir ce fragile processus. Dans le même temps, les quinze se penchaient sur l'après-« Moisson essentielle » et sur l'envoi éventuel d'une force européenne pour protéger les observateurs civils appelés à rester sur place.

« Nous devons éviter un vide sur le plan de la sécurité quand le mandat de l'OTAN aura pris fin », a souligné Javier Solana, le représentant de la politique étrangère de l'Union européenne, à l'occasion de la réunion semestrielle informelle des ministres des Affaires étrangères de l'UE à Genval, localité située au sud de Bruxelles.

« La situation demeure fragile.

Un engagement supplémentaire est donc nécessaire », a renchéri le chef de la diplomatie allemande Joschka Fischer, énonçant trois priorités après le départ de la force de l'OTAN : le retour de l'armée et de la police dans les zones sous contrôle rebelle, le retour des personnes déplacées et la garantie d'un dispositif de sécurité approprié.

L'opération « Moisson essentielle », d'une durée de 30 jours, doit en effet s'achever le 26 septembre. L'OTAN a envoyé 4500 hommes en Macédoine pour cette mission de collecte et de destruction des armes de la guérilla albanaise. Mais les troupes de l'Alliance atlantique ne resteront pas sur place au-delà de cette date, ce qui fait déjà craindre une détérioration de la situation sécuritaire dans l'ex-république yougoslave.

Dans cette perspective, le représentant de l'Union européenne en Macédoine, François Léotard, s'est prononcé pour le déploiement

d'une force européenne constituée de 1500 hommes pour protéger les observateurs civils de l'UE et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

Reçu hier à Paris par le président français Jacques Chirac, puis par le remier ministre Lionel Jospin, M. Léotard a assuré qu'il poursuivait sa mission en Macédoine jusqu'à la ratification des réformes constitutionnelles. « Il faut qu'à la fin du mois de septembre, au début du mois d'octobre, nous ayons un accord du Parlement pour que la paix civile revienne définitivement dans cette région des Balkans », a-t-il déclaré, précisant qu'il remettrait un premier rapport, le 8 octobre à Bruxelles, au conseil des ministres des Quinze.

Si le principe du maintien d'une présence internationale en Macédoine semble acquis tant pour l'UE que pour l'OTAN, sa nature et son éventuelle composante militaire continuent de faire débat. « Nos troupes devront probablement se-

ter en Macédoine deux ou trois mois supplémentaires », a pronostiqué le ministre espagnol Josep Piqué. « Il est important pour l'Europe que toute cette région soit stabilisée. »

Avant qu'il ne soit question de l'après-OTAN, le président macédonien a voulu souligner hier dans une allocution l'importance du fragile accord de paix conclu avec les rebelles albanophones. « Les dirigeants politiques de Macédoine doivent faire preuve de courage et expliquer au peuple qu'il n'y a aucune raison de craindre cet accord », a-t-il déclaré en ce jour de fête nationale marquant la séparation de l'ex-Yougoslavie.

Boris Trajkovski avait déjà rappelé vendredi soir les points positifs du processus engagé. « Le temps dira si ce plan passe l'épreuve de l'histoire, mais il prévoit de sauvegarder la Macédoine en tant qu'État souverain, de protéger son intégrité territoriale et de préserver ses frontières. »



La ministre des Affaires étrangères du Japon, Makiko Tanaka, et le secrétaire d'État des États-Unis, Colin Powell, à San Francisco hier.

Tokyo s'excuse pour ses crimes de la seconde guerre, sans évoquer de réparations

MATT BEER
Agence France-Presse

SAN FRANCISCO — La ministre japonaise des Affaires étrangères Makiko Tanaka a présenté hier des excuses pour les exactions commises par son pays durant la seconde guerre mondiale, mais sans évoquer de réparations.

Mme Tanaka, qui s'exprimait à San Francisco pour les cérémonies du 50^e anniversaire du traité de paix signé dans cette ville, qui a mis un terme officiel à la guerre en Asie, a reconnu que son pays avait été responsable de « souffrances et de dégâts immenses » durant le conflit.

« Je réaffirme aujourd'hui nos sentiments de remords profond et nos sincères excuses », a-t-elle dit, se référant aux excuses sans précédent exprimées officiellement en 1995 par le premier ministre de l'époque, Tomiichi Murayama.

Mme Tanaka a toutefois insisté sur le fait que le Japon n'accepterait pas de recours pour des compensations.

Le traité de San Francisco « a résolu toutes les questions d'après-guerre à régler entre les parties, y compris le Japon et les États-Unis », a-t-elle déclaré, ajoutant que « le Japon a loyalement réalisé ses obligations découlant du traité ».

Le Traité de San Francisco, signé à l'Opéra de la ville le 8 septembre 1951 par le Japon, les États-Unis et 46 autres pays, a marqué la fin officielle de la guerre mondiale en Asie-Pacifique.

Ce traité est considéré comme une étape décisive dans l'évolution du Japon moderne et dans l'instauration de liens privilégiés avec les États-Unis, ainsi que dans l'organi-

sation politique de l'Asie de l'après-guerre.

Le secrétaire d'État Colin Powell, qui présentait les États-Unis à ces cérémonies, a lui aussi repoussé l'idée d'exiger des compensations de la part du Japon.

« Le traité signé il y a 50 ans a mis fin à cette période », a déclaré le chef de la diplomatie américaine à la presse à l'issue d'un déjeuner avec Mme Tanaka. « Pour les États-Unis, les réclamations se sont éteintes avec le traité de San Francisco », a-t-il ajouté.

Plusieurs centaines de manifestants s'étaient, pour leur part, réunis sur les marches de l'Opéra de la ville hier pour accuser le Japon de refuser de verser des réparations, en particulier aux anciens prisonniers de guerre américains soumis au travail forcé.

M. Powell et Mme Tanaka ont également évoqué les menaces qui pèsent encore aujourd'hui sur l'Asie, une région qui demande de la « vigilance », selon le chef de la diplomatie japonaise.

« Bien que la guerre froide soit terminée, l'instabilité et l'insécurité persistent dans la région Asie-Pacifique » et « la nécessité d'une dissuasion efficace ne diminue pas », a-t-elle souligné.

M. Powell, pour sa part, a encouragé le Japon à « faire davantage » pour renforcer la stabilité et la sécurité dans la région, notamment en matière de participation aux opérations de maintien de la paix et d'assistance humanitaire.

Une alliance forte avec le Japon est indispensable face à la Chine et à la Corée du Nord, a souligné M. Powell en accusant Pékin et Pyongyang de développer leurs programmes d'armes de destruction massive et d'exporter leur technologie en matière de missiles.



PARCOURUE PAR RÉAL PELLETIER

LA PRESSE D'AILLEURS

Herald Tribune

The New York Times

The Washington Post

Los Angeles Times

Les bricoleurs de missiles s'amuse

Résultat : les rivalités mondiales au sein de l'industrie chassent une diplomatie de la paix

Ça bricole gros dans les officines militaires et diplomatiques maintenant qu'il est acquis que l'administration Bush ira de l'avant avec son projet de bouclier antimissile, anéantissant de ce fait — ce n'est plus qu'une question de mois — le Traité ABM, cet accord de base qui prémunit la planète depuis bientôt 30 ans contre la tentation nucléaire.

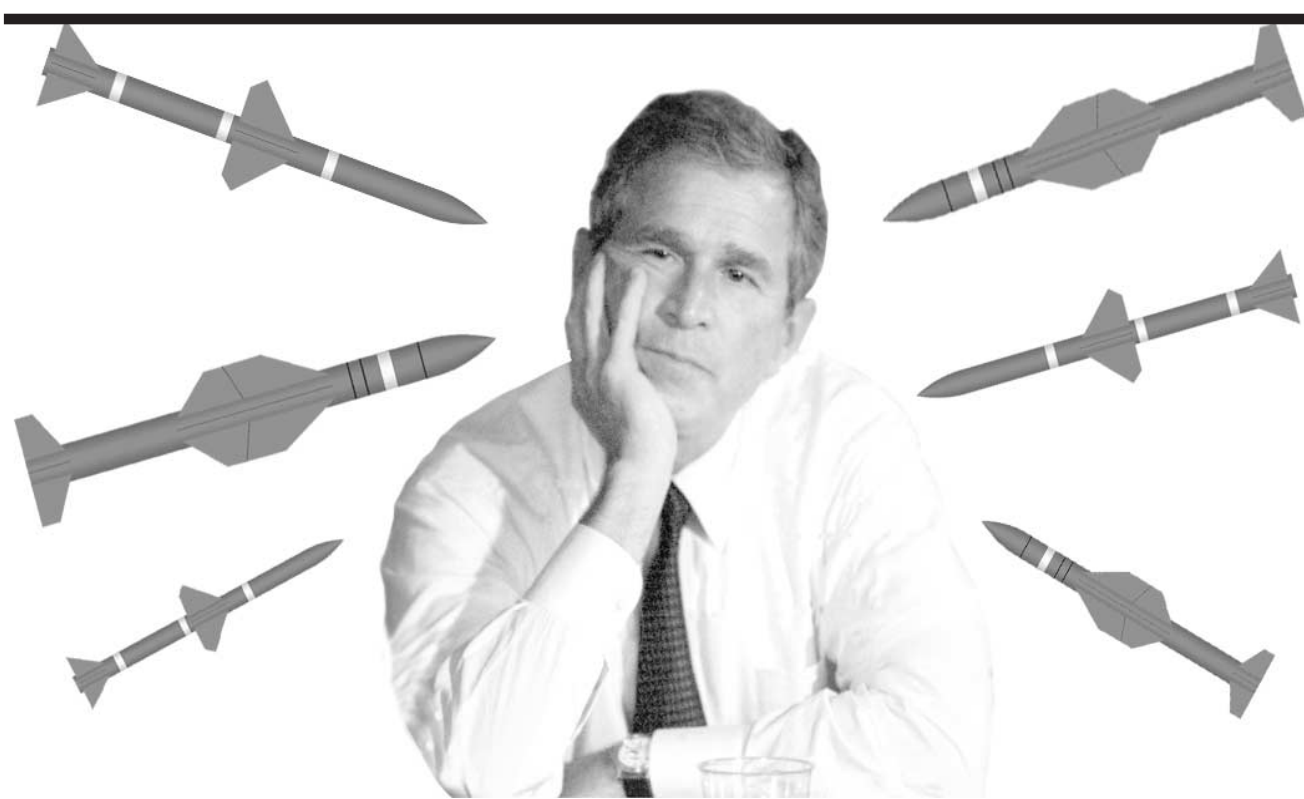
« Bricoler », le terme n'est pas trop fort tant il apparaît à nombre d'observateurs que l'initiative de l'administration Bush bouleverse le code de la diplomatie internationale, sans que l'objet du litige, l'onéreux bidule qu'est le bouclier (MD, pour Missile Defense), n'ait encore emporté l'adhésion des scientifiques indépendants quant à son efficacité réelle. Finalement, la seule assise un peu consistante du débat repose, faute d'instance internationale en la matière, sur les informations que veut bien livrer la Central Intelligence Agency (CIA) sur ce qu'un certain nombre de pays bricolent eux aussi, dans leur arrière-cour, en matière de missiles porteurs de bombes nucléaires capables d'atteindre des espaces américains, des pays alliés, ou des intérêts militaires ou économiques américains situés ailleurs dans le monde.

La CIA ne jouit pas, aux États-Unis comme ailleurs, d'une crédibilité à toute épreuve. N'empêche, c'est l'un des rares instruments capables d'offrir une vue d'ensemble de ces fameux « dangers » qu'incarment, en termes d'attaques au missile nucléaire, ces États voyous devenus le leitmotiv du discours international de la Maison-Blanche.

Les menaces

C'est dans cet esprit que l'*International Herald Tribune* a reproduit des extraits d'un récent discours du directeur adjoint de la CIA, John E. McLaughlin, au Salon du missile qui a réuni la crème de l'industrie, à Huntsville, en Alabama. Son discours est une espèce de compendium des dangers nucléaires qui menacent l'Amérique. Le citoyen ordinaire y perd aisément son latin, mais on imagine assez qu'il puisse servir de bréviaire à l'élite de Washington chargée des questions de sécurité nationale. Voici en résumé ce que dit M. McLaughlin :

LA RUSSIE : le pays dispose de stocks nucléaires considérables (4000 ogives), mais a entrepris de les réduire considérablement. Par contre, sa puissante industrie de l'armement et du nucléaire a soif de devises et la Russie n'a pas hésité l'an dernier à procurer à des



Photomontage JEAN-SÉBASTIEN MERCIER, La Presse

pays comme l'Iran, la Chine et la Libye de la technologie et du matériel technologique pertinents à la fabrication de missiles.

LA CHINE : Pékin ne dispose que d'une vingtaine de rampes de lancement de missiles intercontinentaux, mais compte multiplier ce chiffre par plusieurs fois d'ici 2015, tout en s'équipant de matériel mobile de lancement. Entre-temps, des entreprises chinoises ont approvisionné l'Iran, la Libye et la Corée du Nord en composants de missiles, tout en portant assistance au Pakistan qui est en voie d'accroître la portée de son programme de missiles.

LA CORÉE DU NORD : vu par l'administration Bush comme un peu le chef de file des États voyous, le pays, poursuit M. McLaughlin, a échoué, en 1998, dans son test d'une fusée à longue portée (trois étages), le *Taepodong-1* ; mais les Nord-Coréens travaillent fébrilement sur un *Taepodong-2* (deux étages) capables d'atteindre des cibles aux États-Unis. Pyongyang observe, sur les tests, un moratoire qu'il doit abandonner en 2003. Dans l'intervalle, la Corée du Nord a permis au Pakistan (puissance nucléaire) de s'équiper du missile *Nodong*.

L'IRAN : l'inventaire comprend des centaines de missiles à courte portée pouvant atteindre presque tout l'Irak et des positions américaines dans la région. Son parc

s'enrichira bientôt du missile Shahab-3, à base de technologie nord-coréenne, d'une portée de 1300 kilomètres, donc capable d'atteindre Israël, une grande partie de l'Arabie Saoudite et de la Turquie. Téhéran affirme publiquement développer des missiles intercontinentaux qui pourraient atteindre les États-Unis d'ici 10 à 15 ans.

L'IRAQ : les sanctions de l'ONU ont malmené le programme d'armement de Bagdad, mais on croit savoir que Saddam Hussein dispose d'un petit arsenal de missiles d'une portée de 650 km capables de frapper Israël, l'Iran, l'Arabie Saoudite et la Turquie.

On fait quoi alors ?

Faits vérifiés et anticipations alternent dans le discours de M. McLaughlin, au point qu'il est difficile pour le commun des mortels de mesurer le danger réel que présente ce tableau. Chose certaine, l'administration Bush a opté pour l'interprétation pessimiste, enclenchant le programme du bouclier antimissile et concentrant désormais son effort diplomatique non pas vers des grandes manoeuvres de pacification (comme avait commencé à le faire l'administration Clinton envers la Corée du Nord par exemple), mais en mettant massivement son appareil diplomatique à contribution pour convaincre alliés, Russes et Chinois du bien-fondé du MD. Ces derniers

mois, Washington a multiplié les missions diplomatiques à cet effet en Europe, à Moscou et à Pékin.

Le démarchage donne lieu à l'occasion à des acrobaties assez étonnantes, qui vont certainement faire sursauter les antimilitaristes. Ainsi, Washington vient de dire à Pékin : laissez-nous faire notre bouclier antimissile, et alors nous ne nous opposerons plus à l'expansion de votre parc de missiles nucléaires, révélait le *New York Times* de dimanche dernier. L'administration Bush serait même allée plus loin en offrant aux Chinois de négocier la reprise de leurs essais nucléaires respectifs, ce qui aurait pour effet de rompre le moratoire officieux que les pays du monde respectent actuellement.

Interrogée à ce propos, Condoleezza Rice, conseillère à la Sécurité nationale auprès du président Bush, a refusé de parler de « proposition » de cette nature que les États-Unis s'approprieraient à faire à la Chine, mais n'a aucunement voulu dire, insiste le *NYT*, que Washington s'opposerait à une expansion du parc nucléaire chinois.

« Une vision complètement absurde », de commenter le président (démocrate) de la commission sénatoriale des Affaires étrangères, Joseph R. Bidden. Ces gars-là, dit-il en substance, sont prêts à n'importe quoi pour vendre leur bouclier antimissile, même s'ils restent incapables de dire ce qu'il sera, ce MD. »

L'énigmatique bouclier

De fait, le bidule est en voie de bouleverser l'ordre diplomatique mondial, mais on ne sait guère de quoi il sera fait, sinon qu'il doit pouvoir intercepter, depuis des rampes de lancement ou par équipements mobiles, sur mer ou voire dans l'espace, toutes fusées ennemies porteuses d'ogives nucléaires dirigées vers des positions américaines ou celles de leurs alliés dans le monde.

Mais on n'en est pas là : on s'interroge encore sur l'efficacité même du matériel élémentaire destiné à repérer, puis à détruire la fusée porteuse ennemie. Le problème, en gros, c'est d'en arriver à des instruments capables de distinguer la fusée porteuse de la colis nucléaire, à travers la batterie de quincaillerie techno que l'ennemi se fera un plaisir de tirer en même temps, histoire de brouiller les radars.

Là-dessus, les doutes exprimés dans la communauté scientifique indépendante foisonnent, frisant à l'occasion le tragi-comique. Dans le *Washington Post*, un scientifique du prestigieux Massachusetts Institute of Technology raconte qu'un collègue, Theodore Postol, a les services de sécurité du Pentagone à ses trousses depuis qu'il a voulu démontrer, à partir de simples règles de probabilité maintenant enseignées au niveau secondaire, la fausseté de rapports officiels sur l'efficacité d'un test de missile antifusée ennemie, fait en 1998.

Les opinions des scientifiques varient sur les méthodes simples et non conventionnelles du prof Postol. Mais ses collègues, notait le *Los Angeles* à la une dimanche dernier, se rappellent qu'il fut le premier à dénoncer, après la guerre du Golfe, l'imposture des militaires qui prétendaient que leurs missiles Patriot avaient intercepté quantité de Scuds ennemis. Qu'on se souvienne : quotidiennement, la télé nous abreuvait de feux d'artifices nous faisant apprécier la première « guerre des étoiles » en direct.

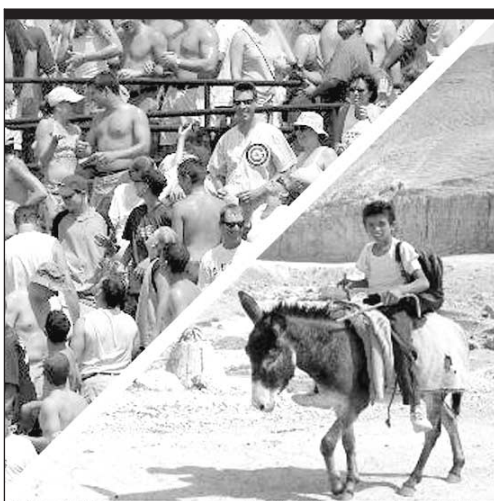
M. Postol et des collègues ont tout simplement entrepris d'étudier patiemment, image par image, une quarantaine de films reproduisant la chasse aux Scuds par des Patriots. Les chercheurs n'y ont trouvé aucune preuve qu'un Patriot avait effectivement touché un Scud. Quolibets et injures ont fusé chez les militaires, qui prétendaient que les Patriots avaient atteint 96 % des Scuds visés. Quand même, il y eut enquête et les militaires ont dû réviser leur succès à la baisse : 60 %. Mais dans l'intimité, les spécialistes étaient assez d'accord pour dire que le succès réel frisait... le zéro.



The Washington Post

Étapisme

LA MONDIALISATION a une infinité de visages, selon son champ d'activité : elle peut être directe et radicale, ce qu'elle fut façon Coke, ou ce qu'elle est façon McDo. Géopolitiquement parlant, elle paraît condamnée à l'étaipisme, mais les choses ici peuvent aller vite quand même. L'OTAN grappille les restes de l'URSS ; à peine formée, l'Union européenne-à-15 accueille en entrevue des postulants de l'Est. Et voici qu'un prof américain insatisfait de — ou emballé par — l'ALENA, Robert A. Pastor, de l'Université Emory, fait, dans le *Washington Post*, la promotion d'un modèle d'inspiration européenne d'une « Communauté nord-américaine ». Une communauté canado-américano-mexicaine dotée d'une autorité capable de décréter un « plan continental » d'infrastructures et de transport, de réglementation en tout genre, d'union douanière et, évidemment, d'une monnaie commune. Oh, loin du prof Pastor l'idée d'une fusion politique pure et simple. L'appareil de gestion — léger, contrairement à l'UE — de la Communauté nord-américaine comprendrait cinq représentants de chacun des trois pays. Mais, il y a cette phrase exquise : « Le Mexique et le Canada y contribueraient en proportion de leur richesse, mais il va de soi que les États-Unis ont besoin de le contrôler. »



THE SUNDAY TIMES

Urbanisme

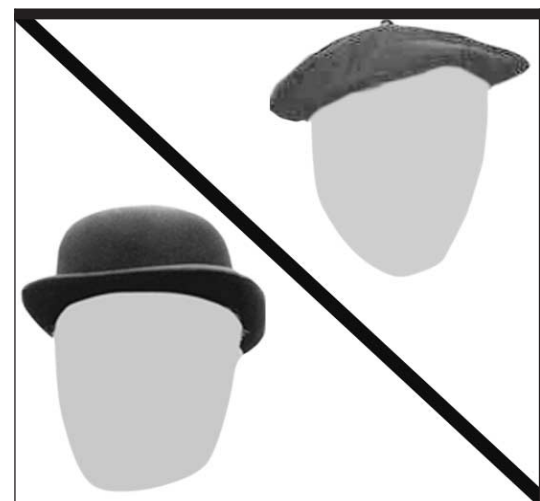
L'AVENIR est dans les villes — et dans les grandes villes, quoi qu'en pensent les petits futés qui, de Baie-d'Urfé à Montréal-Est, défendent leur patelin. D'ici six ans, révèle une étude récente dont fait part le *Sunday Times*, de Londres, la moitié du genre humain vivra dans des villes, et le quart de cette population terrestre habitera une agglomération d'un million de personnes ou plus. Ce n'est pas un jugement de valeur, mais une donnée de l'histoire actuelle. Dans six ans, Tokyo aura atteint 30 millions. De nouveaux géants comme Bombay, en Inde, ou Lagos, au Nigeria, plus 25 autres villes dans le mondeauront dépassé le cap des 20 millions de population. Ça crée des tendances, disons. L'étude est de Douglas Massey, sociologue à l'Université de Pennsylvanie. C'est évidemment le tiers-monde qui influe le plus sur ces chiffres. Le prof concède que les petites villes sont plus faciles à gérer. Mais l'histoire convie à autre chose. La seule Chine planifie actuellement 40 villes qui, chacune, dépassera les 30 millions de la population du Canada. De quoi inviter les petits contracteurs en installation de tuyaux d'égout à s'ajuster au prochain marché mondial. En 2015, 53 % de la population vivra dans une ville. Surtout dans les grandes.



The Boston Globe

Végétalisme

ÇA CHANGE un peu dans les écoles américaines. Sans connaître une vogue, les plats végétariens sont en hausse de demande. Des films comme *Babe* et *Chicken Run*, y ont contribué, aussi bien que des bribes d'information comme l'histoire de la « vache folle », de si loin proviennent-elle. On commence tranquillement à se méfier des « sloppy joes » et autres « hot dogs », fruits d'une tradition culinaire, en même temps que d'un avantageux rapport coût-bénéfice chez les industriels de l'alimentation en école aux États-Unis. Ici et là, des écoles ont ajouté des « salad bars » à leurs comptoirs, rapporte le *Boston Globe*. Subsistent à l'offre faite aux clients plein de plats lourds en cholestérol, comme le « cheeseburger », le macaroni au fromage, le bâtonnet de poulet « deep-fried », mais de plus en plus de menus, depuis cinq ans, affichent aussi au moins un plat végétarien, note la responsable de l'alimentation à l'école dans un comté de Floride. Mais la résistance ne vient pas nécessairement des goinfres du profit-marketing des entrepreneurs. La plupart du temps, ce sont les parents qui ont conditionné l'enfant aux habitudes alimentaires qu'il traîne à l'école. Le département de l'Agriculture des États-Unis y voit. Doucement.



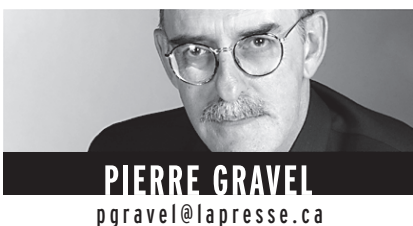
The Observer

Exorcisme

À GAUCHE comme à droite, l'image de la France se porte mal en Grande-Bretagne, et la presse à sensation y voit. Scandales politiques, grèves à tout propos de cultivateurs, de camionneurs ou d'employés du métro heurtent la rectitude politique du Britannique moyen, les révélations sur le passé trotskyste du premier ministre socialiste Lionel Jospin ne faisant rien pour arranger les choses. Et la France paie des impôts élevés. Mais un chroniqueur du *Observer* en a plein le dos. On s'est bidonné, dit Will Hutton, à l'idée française de la semaine de 35 heures : en 20 mois, l'idée a engendré 500 000 emplois. Les travailleurs français travaillent annuellement 250 heures de moins que les camarades britanniques, mais leur productivité a crû de façon phénoménale en 15 ans, au point où leur productivité (rendement économique par heure de travail) dépasse de 9 % celle des Américains. Les trains britanniques croupissent, les réseaux de métro et de train en France servent de modèles. Les Britanniques se voient contraints d'aller se faire opérer en Allemagne : le système de santé français est l'un des meilleurs au monde. Un Français peut espérer une retraite confortable, un Britannique doit de plus en plus s'en remettre à la Bourse ou à la loterie. Hutton dénonce la règle idéologique qu'imposent les économistes anglosaxons dans son milieu. Vive la France ! conclut le chroniqueur.

FORUM

Pour une fois...



PIERRE GRAVEL
pgravel@lapresse.ca

Plus tard, les radars photo ! « Guy Chevette reconnaît qu'il faut amender le projet en profondeur ». En fait, c'était la seule conclusion logique après deux jours d'examen en commission parlementaire du fameux dossier des cinémomètres dont on discute à Québec depuis au moins sept ans. Mais la manchette avait néanmoins de quoi surprendre. Surtout parce qu'elle met en cause un homme qui n'a pas la réputation de renoncer facilement.

En fait, le ministre des Transports a toujours été reconnu pour sa ténacité. Parfois même pour son entêtement. voire son obstination. Pour son incapacité presque viscérale de s'incliner, d'admettre l'inévitable, d'abandonner la lutte. Une combativité qui lui aura permis de durer en politique et de se tirer convenablement d'affaires avec des problèmes souvent complexes. Mais qui lui aura aussi valu une réputation de bagarreur un peu rustre que la fougue et le langage coloré ont exposé plus souvent qu'à son tour aux railleries, aux critiques et aux sarcasmes.

On peut donc en conclure qu'il fallait des objections sérieuses et des arguments de poids pour le persuader de remettre sur le métier une mesure à laquelle il tient manifestement beaucoup et qu'il tente de faire adopter depuis bientôt deux ans. Un projet dont l'objectif est on ne peut plus louable puisque, selon plusieurs experts, il contribuerait à la diminution du nom-

bre des accidents mortels imputables à des excès de vitesse sur les routes. Mais qui soulève aussi des questions fort importantes auxquelles, de l'aveu même du ministre, on n'a pas encore trouvé de réponses satisfaisantes.

Cette technique de surveillance impliquerait en effet que c'est le propriétaire d'un véhicule et non nécessairement le conducteur qui serait tenu de payer la facture découlant d'un constat d'infraction. Ce qui, à la limite, serait une incitation à la délation, explique le Barreau, pour le propriétaire qui refuserait d'être injustement pénalisé. Ou encore que les sanctions résultant d'excès de vitesse, dans un même lieu, pourraient varier dans la mesure où le radar photo n'entraîne la perte d'aucun point alors qu'une interception par un policier en déclenche automatiquement la procédure. Une hypothèse sévèrement dénoncée par la protectrice du citoyen qui refuse d'accepter que des pénalités varient pour des crimes semblables.

Le ministre a déjà disposé de l'argument un peu démagogique de la « machine à piastres » en s'engageant à affecter à la sécurité routière toutes les recettes provenant de cette opération. Il s'est, par ailleurs, aussi montré réceptif à des accommodements avec les policiers réticents à être « remplacés par des caméras » ! Il reste à souhaiter que le délai qu'il s'accorde lui permettra de trouver aussi des solutions aux problèmes infiniment plus complexes qui subsistent. Mais il convient également de saluer le salutaire changement d'attitude d'un ministre qui, dans le passé, n'a pas souvent reconnu que ses projets n'étaient pas parfaits. Et que les critiques pouvaient parfois avoir raison.

La Presse

ANDRÉ DESMARAIS > Président du conseil d'administration
GUY CREVIER > Président et éditeur
MARCEL DESJARDINS > Vice-président et éditeur adjoint
PHILIPPE CANTIN > Directeur de l'information ANDRÉ PRATTE > Éditorialiste en chef



Pascal Élie, collaboration spéciale

Droits réservés

DANS LA PRESSE ANGLOPHONE

Droits de scolarité salés



(The Ottawa Citizen, 5 septembre)

LES ÉTUDIANTS qui entrent en classe cette semaine dans les collèges et universités en Ontario sont en droit de se montrer exigeants envers leurs professeurs, car ils paient bien davantage que ne le faisaient leurs parents pour leur formation.

Ces étudiants devront accomplir des miracles sur le plan financier. Ainsi, il en coûte environ 4000 \$ en Ontario pour régler les droits de scolarité en arts au premier cycle à la suite d'augmentations successives dans les années 90, hausses qui ont souvent atteint 10 % par année. Selon Statistique Canada,

les droits de scolarité (au premier cycle, en arts) dans les universités ontariennes ont fait un bond de 38 % depuis 1996.

Les étudiants attirés par les sciences et la technologie doivent déboursier encore davantage. Les collèges communautaires (l'équivalent de cégeps) exigeaient naguère des droits de scolarité n'atteignant pas 1000 \$, alors que de nos jours, ils facturent au moins environ 2000 \$ par année.

Ces augmentations n'ont pas entraîné une baisse de la clientèle des universités et des collèges. Ainsi, l'Université d'Ottawa a fait savoir hier que les inscriptions avaient augmenté de 8,6 % cette année, y compris une hausse de 19,6 % chez les étudiants en génie et de 15 % chez les futurs scientifiques. (...)

Ce transfert de la charge financière, qui est passée des contribuables aux étudiants, a entraîné des effets positifs. Les universités et les collèges se sont adaptés assez vite pour modifier leurs programmes de façon à répondre aux exigences du marché et aux besoins des étudiants qui versent des droits de scola-

rité salés, en particulier dans des domaines tels la technologie. Et ces étudiants qui paient de lourds droits de scolarité ne manqueront pas de réclamer de la qualité dans leur formation. (...)

Mais la hausse des droits de scolarité en Ontario a assez duré. À l'heure actuelle, les étudiants au Québec paient moins de la moitié des droits exigés des résidents ontariens pour des études en arts. Et pendant que les droits de scolarité en Ontario augmentaient de 127 % au cours de la dernière décennie, l'inflation n'aura été que de 20 % pendant la même période.

On peut trouver acceptable de mettre une partie du fardeau financier que représentent les études sur les épaules de ceux qui en profitent le plus. Mais ça ne semble pas juste de s'en remettre entièrement au principe de l'utilisateur-payeur — et de voir les jeunes diplômés ployer sous de lourdes dettes — quand la société dans son ensemble tire profit également d'une population mieux formée et de médecins, infirmières et autres professionnels en plus grand nombre. (...)

Pardonnez leur français



(The Gazette, 4 septembre)

AVEC SES hivers interminables, ses impôts élevés et l'instabilité politique provoquée par l'obsession d'un gouvernement séparatiste à vouloir tenir des référendums, le Québec est loin de constituer le premier choix d'un immigrant armé de compétences professionnelles désireux de s'établir en terre étrangère. Mais certains le font vraiment, ajoutant ainsi à la diversité du paysage culturel du Québec. Oh oui, ils apportent aussi avec eux de l'argent dont cette province a cruellement besoin, le nombre de ses contribuables étrangers par les impôts diminuant sans cesse.

Alors, lorsqu'on tient compte de tous ces avantages, il n'est pas bien difficile d'exprimer son accord avec les responsables de l'Association québécoise des avocats spécialistes en immigration qui fustigent une récente décision du gouvernement du Québec. Celui-ci veut accorder plus d'importance aux habiletés dans le maniement de la langue française que doivent posséder les immigrants cherchant à venir travailler ici.

Selon le nouveau processus de sélection, l'aisance à s'exprimer en français aura un poids démesuré dans l'évaluation des candidats. L'Association fait valoir qu'en évaluant une demande de cette façon, la province se prive non seulement de compétences professionnelles essentielles à toute société, mais elle affiche également un manque de confiance équivoque à l'égard de son propre système destiné à intégrer les immigrants non-francophones à la vie québécoise. (...)

Personne ne conteste l'importance de pouvoir s'exprimer en français au Québec ou les avantages qu'en tirent les nouveaux venus qui cherchent à améliorer leur sort. Mais il faut concilier la réalité avec le besoin de travailleurs qualifiés qu'éprouve le Québec. La province doit aussi comprendre qu'elle évolue sur un marché où la compétition est vive pour s'arracher des professionnels qualifiés et qu'elle ne peut pas se permettre de refuser des candidats talentueux.

Les avocats spécialistes en immigration soutiennent que le recours à des mesures plus restrictives au chapitre de la langue imposées aux candidats désireux de s'établir au Québec n'aura qu'une conséquence : ces personnes vont opter pour d'autres provinces. Étant donné que le Québec est de moins en moins capable d'assurer son propre repeuplement et en raison de ses niveaux d'immigration traditionnellement bas, c'est une perte que la province ne peut justifier sous prétexte de créer une société épurée sur le plan linguistique.

Le nouveau système d'évaluation doit entrer en vigueur le 17 septembre prochain et Québec doit faire preuve de diligence pour trouver un moyen de s'en défaire.

Se serrer la ceinture?

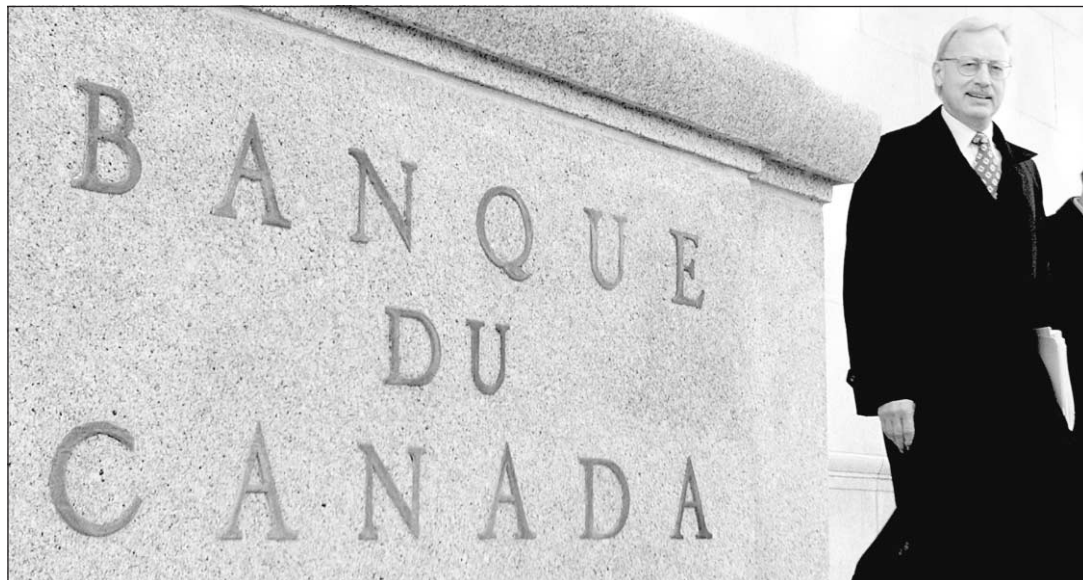


(Globe and Mail, 4 septembre)

À CERTAINS ÉGARDS, le lendemain de la fête du Travail ressemble davantage au début d'une nouvelle année que le jour portant la date du 2 janvier. L'école recommence pour ceux qui la fréquentent encore. Les vacances sont finies et l'été tire à sa fin. L'heure est venue de respirer un grand coup et de plonger de nouveau dans le monde du travail, ou dans le monde tout court.

Cette fois, le plongeon s'effectue dans des eaux plutôt frissonnantes. Même les occupants du chalet le plus isolé dans les bois ont sûrement eu des échos du malaise économique qui sévit présentement. Une fois de plus, la Banque du Canada a diminué son taux de base la semaine dernière, pour stimuler les investissements et les autres dépenses. Pour sa part, la U.S. Federal Reserve avait encore une fois donné l'exemple en abaissant aussi son taux. Un rapport préliminaire du Fonds monétaire international a fait état du « risque marqué » d'une récession globale si l'économie américaine affichait une performance inférieure aux attentes. Les marchés ont piqué du nez en raison de nouvelles frousses qu'inspirent les actions du secteur technologique.

Statistique Canada a indiqué que le taux de croissance au pays au cours du deuxième trimestre n'avait été que de 0,4 %, soit le pire bilan depuis des années. De son côté, le Département américain du commerce a précisé que le taux américain était plus faible



Une fois de plus, la Banque du Canada a diminué son taux de base la semaine dernière, pour stimuler les investissements et les autres dépenses.

encore, soit 0,2 %, le résultat le moins reluisant en huit ans. Certains commentateurs se sont empressés de souligner que le ralentissement n'était pas aussi prononcé qu'ils ne l'avaient craint, que la croissance était préférable au recul et qu'on voyait peut-être là la lumière au bout du tunnel. D'autres se sont croisés les bras et ont maugré.

Certains pourraient qualifier cet optimisme d'auto-illusion, mais le véritable péril en la demeure est le pessimisme. Perdre confiance en l'économie signifie contre la reprise économique en s'abstenant d'acheter les biens et services offerts par nos voisins. Avec un peu de chance, l'importante baisse d'impôt fédéral amorcée en janvier dernier parviendra à stimuler l'économie. Nous ne pouvons guère espérer un stimulant plus vif

que celui-là, étant donné que le ministre des Finances, Paul Martin, ne dispose pas de marge de manoeuvre pour augmenter les dépenses sans courir le risque de nous ramener à l'époque des déficits. Une avenue qu'il faut éviter à tout prix.

En ce lendemain de la fête du Travail, la tentation est grande de chercher à se mettre à l'abri, mais il faut y résister autant que faire se peut. Nous serrer la ceinture à l'excès — aussi bien à l'échelle des entreprises qu'au niveau individuel — ne fera qu'empirer les choses et faire tirer en longueur une situation à laquelle les commentateurs prêtent toutes sortes de vocables : ralentissement, faiblesse, tassement de la croissance. Et ce n'est vraiment pas la bonne façon d'entamer la nouvelle année.

À VOTRE TOUR

Que peut-on faire?

LETTRE DE LA SEMAINE

LUCIE CHOLETTE

L'auteure réside à Saint-Luc.

JE VIENS DE relire l'article concernant un nouveau test prénatal paru dans votre édition du 24 août. On présente ce nouveau test comme étant une grande percée dans le monde médical.

J'en reste perplexe, surtout lorsque je regarde mon fils courir et s'amuser, lui qui est porteur d'une trisomie 21. On insinue dans cet article que la vie avec un enfant trisomique est infernale, voire impossible. Oui, apprendre que son enfant est trisomique cause de la souffrance. Mais ce n'est pas moins douloureux ni plus douloureux que d'apprendre que son enfant est atteint d'un cancer, ou qu'il souffre de diabète, ou que sa jeune fille de 15 ans est enceinte, ou que son adolescent vient de perdre la vie dans un accident.

Que peut-on faire? On pleure, on souffre, et puis, petit à petit, la vie reprend son cours et l'on apprend à vivre avec cette nouvelle réalité. On se découvre des forces jusqu'alors insoupçonnées. Demandez à un parent qui a traversé une épreuve; jamais il n'aurait cru pouvoir le faire si on l'en avait averti à l'avance.

Voilà pourquoi ces tests prénatals sont dangereux. Ils ne servent pas à se préparer à la venue d'un enfant différent mais bien à éliminer des êtres qui ont le même droit que tous de vivre. Moi la première, j'ai douté de mes capacités à vivre avec un enfant trisomique lorsque

j'ai appris la nouvelle quelques heures à peine après l'accouchement. Et pourtant, je vis aujourd'hui heureuse avec ma famille. Si je l'avais su avant la naissance, qu'aurais-je fait?

Il y a plusieurs années, mettre au monde un enfant malentendant était une catastrophe. Peu de services existaient. Mais grâce à la recherche, la qualité de vie de ces enfants s'est améliorée. Certaines chirurgies existent ou encore les appareils auditifs sont de plus en plus performants. Jamais on a pensé à éliminer ces enfants. Pourquoi est-ce différent pour la trisomie? La recherche sur les anomalies chromosomiques est importante, mais ne devrait-elle pas servir à atténuer les effets de la trisomie au lieu de servir à tuer les trisomiques?

J'ai trois enfants et la vie de chacun d'eux est aussi précieuse. Lorsque je regarde mon fils courir, s'amuser, chanter; lorsque je le vois vivre sa vie si pleinement, lorsque je le vois si heureux de vivre, je me dis de quel droit peut-on vouloir éliminer tous les êtres comme lui. Oui mon fils est trisomique, oui mon fils a une qualité de vie certaine, et oui nous sommes une famille heureuse comme n'importe quelle autre. Cessons donc les recherches sur les tests prénatals et concentrons-nous sur les moyens d'atténuer les effets de la trisomie.

À titre d'auteur de la lettre primée de la semaine, M^{me} Cholette recevra un exemplaire de l'édition reliée de luxe de notre volume *Les meilleures photos des photographes de La Presse et The Gazette*.

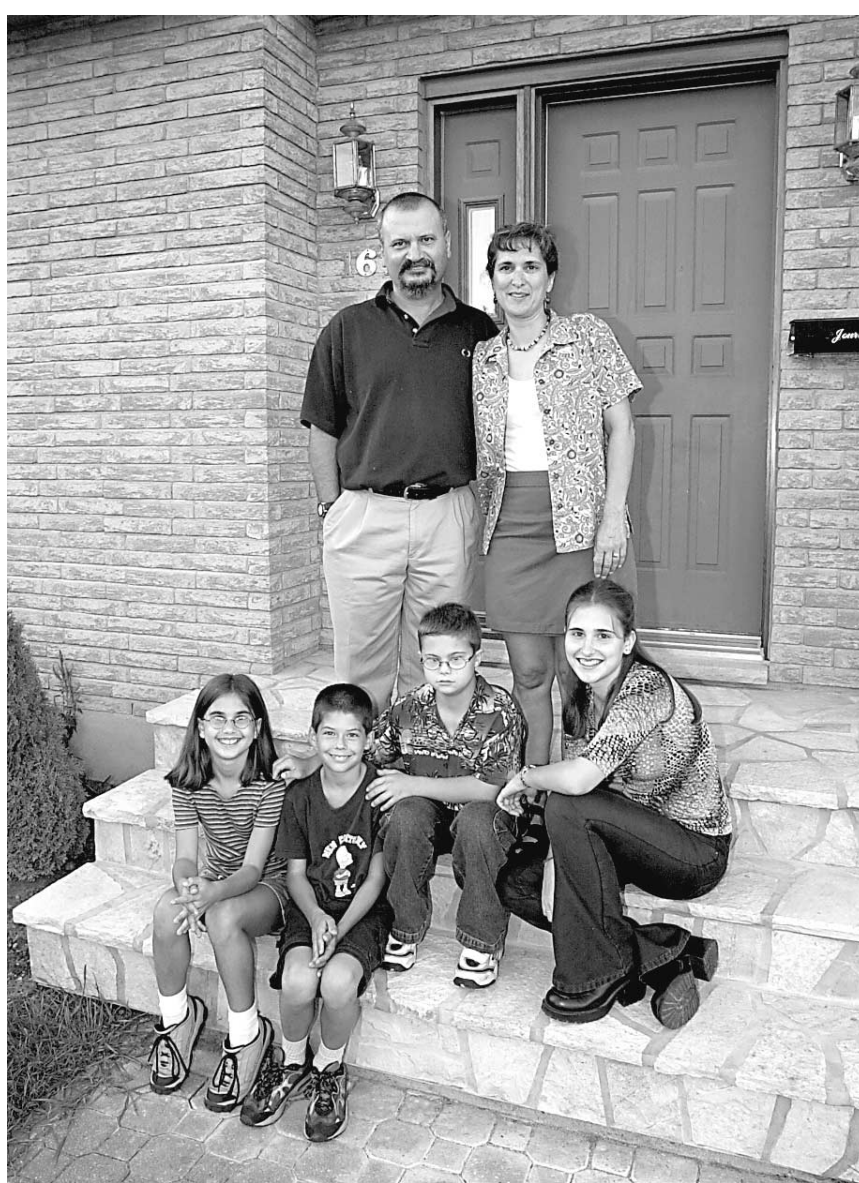


PHOTO DENIS COURVILLE, La Presse

« Moi la première, j'ai douté de mes capacités à vivre avec un enfant trisomique lorsque j'ai appris la nouvelle quelques heures à peine après l'accouchement. Et pourtant, je vis aujourd'hui heureuse avec ma famille », nous dit Mme Cholette.

«Y'a toujours bien un maudit boutte!»

MARCEL DESCHÊNES

L'auteur est sculpteur.

CETTE FOIS, on a eu droit à l'insulte et à l'injure: du deux pour un, quoi! Hydro-Québec vient d'inaugurer un monument à la mémoire de René Lévesque pour son rôle fondamental dans la recréation de la société d'État. Dans ce genre d'histoire, on ne sait jamais si on doit gémir entre artistes, mourir de honte en songeant aux choix que font nos « décideurs », ou éclater de... rire. On a d'abord un brin souri quand monsieur Landry a salué monsieur Lévesque comme « le plus grand homme de notre histoire »: on a vu aussitôt le petit bonhomme en métal de Québec. « Il a fait du Québec une puissance énergétique », a-t-il ensuite clamé: on verra tantôt que l'énergie est parfois bien faible.

En fin de compte, Hydro se fend de la folle dépense de 110 000 \$ pour obtenir une insignifiante tête en bronze semblable à toutes les têtes en bronze, posée sur un bloc de granit bien propre et bien lisse comme tous les blocs de granite. Artistiquement, tout le monde conviendra qu'il s'agit d'une nullité absolue, le monument évitant de justesse le ridicule de l'autre petit bonhomme en métal de Québec (qu'on vient d'ailleurs d'agrandir pour en faire une platitude de la même taille que les autres platitudes).

Pendant ce temps, il y a à peine deux semaines, je me suis fait répondre par la réceptionniste d'Hydro-Québec, que la très profitable société avait décidé, en 1989, de ne plus entretenir ni restaurer la murale géante et splendide de Jean-Paul Mousseau qui illuminait son hall depuis 1962... pour des raisons économiques! « Trop cher », m'a transmis la dame, après s'être informé auprès du responsable, en haut. Pourtant, c'est une oeuvre éclairante, qui répond parfaitement à l'image que la société voulait se donner: elle est 100 % électrique et d'une technique toute nouvelle: une variation programmée pour quasi une centaine d'années, disait-on. C'était du bon et beau boulot qui faisait large consensus, pour une fois, entre les artistes et la population à qui elle était destinée: une oeuvre lumineuse, chaleureuse et, au risque de nous répéter É.L.E.C.T.R.I.Q.U.E.

Que demander de plus pour une société publique d'électricité qui se voulait symbole de notre avenir et de notre capacité à réussir. Hélas! en lieu et place, on se paie, ici, un navet insignifiant. Un navet de bronze, comme n'importe quelle commission scolaire ou n'importe quelle chambre de commerce en achète à la gloire de son fondateur.

On peut blâmer les artistes en cause; je crois personnellement qu'ils n'en méritent pas plus... mais, à quoi bon! Il faut surtout hurler de rage et de honte, en songeant à la responsabilité de nos décideurs publics et politiques qui, non seulement acceptent de telles platitudes mais en commandent, en redemandant encore et encore, comme le soulignait il y a quelque temps un Claude Jasmin, ne décollant pas à propos de ces affligeantes « statues en complet-vestons ». Ciel qu'il sonnait juste dans son analyse, en parlant de « l'ignorance crasse de nos décideurs ». J'ajouterais à mon tour que nous en sommes tous navrés, diminués et mortifiés, artistes et amateurs d'art de toutes catégories confondues. On a familièrement envie de crier: « y'a toujours bien un maudit boutte! »

Pourtant il tombe sous le sens qu'Hydro-Québec avait les moyens de faire mieux, de faire plus; de faire une invitation ouverte, par exemple, aux artistes, pour commémorer son fondateur... et avoir encore les moyens de restaurer son oeuvre emblématique, avec les moyens techniques actuels.

Pourquoi sauver les pandas?

JOHANNE DION

L'auteure est une résidente de Richelieu.

JE SUIS NÉE à Richelieu, sur le bord de la rivière du même nom. Sur ses rives, j'ai appris à marcher, à nager, j'y ai pratiqué bien des sports d'hiver et d'été. Mais le meilleur souvenir de mon enfance demeure la baignade dans son eau claire; quoi de mieux qu'explorer les fonds rocaillieux du Richelieu, humer son arôme d'eau relevée de poisson et d'herbes aquatiques. Que le saumon retrouve sa rivière natale pour frayer par son odeur, j'y crois.

Mais j'ai dû arrêter de me baigner dans ma rivière: la pollution industrielle, municipale (égouts) et agricole avaient fait des ravages. À partir de mon adolescence, j'ai dû me contenter de rêver, de contempler et d'admirer ses paysages.

J'ai grandi avec la génération qui a trouvé sa conscience environnementale. Pour moi, cela a commencé très tôt: quand j'ai eu un an, ma grand-mère m'a donné un arbre. À la télé, mes émissions préférées étaient les documentaires sur la nature: Cousteau était un héros pour moi. Mais après réflexions et examen de conscience, à quoi cela servait de sauver les pandas, les tigres des Indes ou la forêt amazonienne, si je ne pouvais plus me baigner dans ma propre (qui ne l'était plus) rivière? En 1985, je laisse tomber les causes mondiales et je me concentre sur ma rivière.

Je m'instruis sur les lois environnementales de mon pays et de ma province. J'apprends que très peu protègent nos cours d'eau et les directives n'ont pas de mordant. Je me renseigne sur des sujets comme l'érosion, la sédimentation des frayères, la pollution par les métaux lourds, les pesticides persistants, les organo-chlorés, les dioxides, etc... J'apprends qu'une solution à plusieurs problèmes qui



PHOTO DENIS COURVILLE, La Presse

Johanne Dion a dû arrêter de se baigner dans sa rivière: la pollution industrielle, municipale (égouts) et agricole avaient fait des ravages. « À partir de mon adolescence, j'ai dû me contenter de rêver, de contempler et d'admirer ses paysages. »

affligent ma rivière, c'est l'intégrité de la bande riveraine: la végétation empêche les sols de se laver dans la rivière, les arbres filtrent les produits toxiques dans l'eau et les sédiments, l'ombre des arbres protège le milieu du poisson en jetant de l'ombre sur ses berges et le littoral en empêchant la température de l'eau de trop s'élever durant l'été.

Pourtant, jusqu'en 1985, ma municipalité procédait à des coupes massives d'arbres au bord de l'eau, à presque tous les deux ou trois ans. C'était un non-sens. Je me suis mise à écrire des lettres: au fédéral d'abord, qui me référait à provin-

cial, qui me référait à la MRC, qui au fil des ans me référait à ma municipalité. Quel cirque!

Les coupes ont ralenti, je l'avoue, mais une section du bord de l'eau de ma ville se fait couper tous les ans, soit par un citoyen, soit par des employés de ma ville. Sur une longueur d'un kilomètre, seulement cinq arbres ont plus que 20 ans sur le bord de la rivière Richelieu, entre le pont Yule et la limite nord de Richelieu et Saint-Mathias. Et c'était à prévoir, la ville a consulté un ingénieur cette année pour étudier les problèmes d'érosion le long de la berge: c'est crucial, car la Première rue déboulera dans la

rivière si on n'y voit pas.

Qu'est-ce qui motive ces coupes d'arbres? Si je comprends bien, les riverains veulent voir la rivière: c'est pour ça qu'ils ont une maison sur le bord de l'eau. Et le droit des quelque 30 000 personnes qui boivent son eau? Et l'intégrité écologique de la plus grosse rivière du bassin sud du fleuve Saint-Laurent? Et toutes les espèces de la flore et de la faune qui en dépendent, entre autres l'espèce la plus menacée du Québec: le chevalier cuirvé? C'est un conflit entre une vision à court terme et une vision à long terme, et ce n'est pas qu'un jeu de mots, croyez-moi.

Un vrai scandale!

CASSANDRE FOURNIER

L'auteure est comédienne-narratrice depuis 1982, membre de l'UDA.

JE SUIS tombée par terre lorsque j'ai lu que Julie Snyder a eu « l'idée géniale » de donner un rôle à René Angélil...

C'est la goutte qui fait déborder le vase, car je constate que depuis des années (et je ne suis pas la seule!) les producteurs engagent de plus en plus des gens — c'est-à-dire des « vedettes », dans quelque domaine que ce soit — pour « attirer les gens ». Notre milieu est devenu une véritable mafia et les vrais acteurs, ceux qui sont formés pour l'être, qui ont le talent, l'expérience et fait leurs preuves, qui tentent désespérément de gagner leur vie décemment, se font de plus en plus voler des rôles de cette façon!

Je suis personnellement comédienne et narratrice professionnelle, membre de l'Union des artistes, depuis presque vingt

ans. J'ai travaillé tant à la télévision — mon rôle le plus remarqué fut celui de Clara Strauss, en 1992, dans *Jamais deux sans toi*, de Guy Fournier (non, aucun lien de parenté avec moi!)... et le public m'en parle encore! — au théâtre, en doublage, voix hors champ, au cinéma — où j'ai eu la chance d'incarner un rôle magnifique dans *Niagara*, film écrit par Bruno Hébert et réalisé par une jeune réalisatrice, Ann Arson. Les gens venaient me voir et me demandaient systématiquement dans quel téléroman ou série « ils pourraient me suivre »; malheureuse comme les pierres, je répondais: « Dans rien... », ce dont ils ne revenaient pas, se plaignant « qu'on voit toujours les mêmes! » que des dizaines de vrais acteurs pourraient fort bien jouer, très bien... sinon mieux que lui! (Mais nous, et au moment où j'écris, pas une fois le téléphone n'a sonné ne serait-ce que pour passer une audition depuis trois ans!

Je parle également, par le biais de cette

lettre, au nom de tous mes camarades bourrés de talent et qu'on n'appelle pas en audition « parce que ce ne sont pas des vedettes », car il est plus que temps, plutôt que de pleurer sur notre sort entre nous, de dénoncer ce problème publiquement. Cette situation est devenue perverse, intolérable et surtout injuste! À chacun son métier, nom de Dieu!

Monsieur Angélil ne semble avoir aucun scrupule à voler le rôle.

Ce problème dramatique sévit tant du côté des hommes que du côté des femmes, surtout ceux âgés entre 35 et 50 ans et plus: inutiles de nommer la poignée de surexposés, on ne les connaît que trop! Et le public en a marre: combien de fois il me l'a personnellement témoigné!

Bizarrement, malgré la couverture médiatique et les critiques élogieuses dont j'ai été privilégiée, pour *Jamais deux sans toi*... Un gros zéro! On sait depuis longtemps que la

« belle Véro » a un premier rôle dans la série de Fabienne Larouche... Récemment, j'ai lu « que c'était au tour de Jean-Marc Parent » dans je ne sais quoi... J'oublie les autres, déjà installés!

Il est plus que temps que producteurs, commanditaires, certains réalisateurs, prennent conscience qu'ils ratent des acteurs et des actrices qui sont des perles rares, et qu'à force d'engager la même poignée d'acteurs, ils détruisent le sens du métier d'acteur, ennuient le public — malgré les cotes d'écoute et le box-office, et démontrent que c'est vrai que le Québec est bien petit... Ils n'arrangent pas sa cause, loin de là! La relève — eh oui! Elle est « vieille »! — âgée entre 35 et 50 ans et plus (mis à part les « saintes vedettes », plus les Véro, Parent, Angélil et une quantité d'autres — crèvent de faim et beaucoup finissent par abandonner.

LA PERSONNALITÉ DE LA SEMAINE

ENCORE PLUS QUE DU TALENT, DE L'INTELLIGENCE, MÊME DU GÉNIE, L'EXCELLENCE NAÎT DE L'EFFORT

Père Fernand Lindsay

Fondateur et directeur artistique du Festival International de Lanaudière, le père Lindsay vient de recevoir la médaille Édouard-Montpetit.

JEAN-PAUL SOULIÉ

Le père Fernand Lindsay, clerc de Saint-Viateur, fondateur et directeur artistique du Festival international de Lanaudière, a reçu la semaine dernière des mains du lieutenant-gouverneur du Québec, l'honorable Lise Thibault, la médaille Édouard-Montpetit. Depuis sa création en 1978, la notoriété du Festival de musique de Lanaudière n'a cessé de croître. Chaque été, 50 000 spectateurs assistent dans la région de Lanaudière à une série de 25 à 30 événements majeurs.

La médaille Édouard-Montpetit vise à reconnaître l'excellence d'une action continue dans le domaine des affaires et la contribution du titulaire à l'essor des Canadiens français. Cette décoration et le diplôme honorifique qui l'accompagne rendent hommage cette année à un homme qui a voué une grande partie de sa vie à la musique. Le père Lindsay a enseigné au séminaire, puis au cégep de Joliette-Lanaudière, de 1953 à aujourd'hui. Il a été professeur de français, d'histoire, de latin, et surtout de philosophie et de littérature musicale. Mais c'est en l'utilisant comme loisir pour ses élèves que la musique va devenir l'aventure de sa vie, et qu'il va faire de Lanaudière un des grands pôles d'attraction mondiaux de cet art, comparable à Bayreuth ou Salzbourg. *La Presse* souligne la remise de la médaille Édouard-Montpetit à Fernand Lindsay en le nommant la *Personnalité de la semaine*.

Né à Trois-Pistoles en 1928, Fernand Lindsay va apprendre le piano comme ses sœurs aînées. La famille compte cinq enfants, mais le père Lindsay hésite aujourd'hui à classer sa famille dans la bourgeoisie. «Mon père, militaire, avait été blessé à la guerre. Quand j'ai étudié à Rimouski, j'ai fait du piano, mais sans professeur. Ma mère, très énergique, avait créé un commerce, mais il n'y avait pas assez d'argent pour payer un professeur de piano.» Pour

faire partie de l'harmonie de son école, le jeune Fernand apprend la clarinette. Il connaît la musique, mais quand, arrivé à Joliette, il veut entrer dans l'orchestre local, il découvre qu'il y a d'autres bons clarinettes. Il apprend alors le basson par amour de la musique, comme il avait appris à toucher l'orgue. De 1950 à 1953, il fera des stages d'été en chant grégorien à Saint-Benoît-du-Lac.

«Je n'ai jamais songé à enseigner la musique ou un instrument, ou même à devenir musicien professionnel, dit le père Lindsay. Mais du plus loin que je me souviens, la musique a toujours été pour moi une passion, comme le tennis et le hockey.» À partir de 1957, parallèlement à son enseignement, le père Lindsay assume des responsabilités culturelles dans son milieu. Il est directeur des Jeunes musicales de Joliette, fondateur du Festival-Concours de musique de Lanaudière en 1962, et d'un camp musical en 1967. Il en est toujours le directeur artistique. Puis ce sera le Centre culturel de Joliette, et son école de musique, ainsi que le chœur des Chanteurs de la Place Bourget. Enfin, en 1977, il fonde le Festival d'été de Lanaudière.

«Le Festival a été réellement lancé en 1978. L'année précédente, nous avions présenté trois concerts avec succès. Nous avions un peu peur : l'été, Joliette se vidait, tout le monde allait au chalet, au lac Cloutier, au lac Noir, au lac des Français, au lac Rouge. Ce n'était qu'une impression. En 1978, avec Marcel Masse et René Charrette, nous avons foncé.» En 1985, le Festival a acquis une visibilité considérable. Le père Lindsay est Personnalité de la semaine de *La Presse* le 14 juillet de cette année-là. Il recevra l'Ordre du Canada en 1987 et l'Ordre du Québec en 1989.

«Le secret de la réussite, dit le père Lindsay, c'est de ne présenter que des choses excellentes, de grands artistes. Il faut surprendre le public. La chose la plus invrai-



«Je n'ai jamais songé à enseigner la musique ou un instrument, ou même à devenir musicien professionnel. Mais du plus loin que je me souviens, la musique a toujours été pour moi une passion, comme le tennis et le hockey.»

Photos MARTIN CHAMBERLAND, La Presse

semblable que nous ayons faite, c'est la présentation, à Joliette, pour la première fois en Amérique du Nord, de The Academy of St-Martin-in-the-Fields de Sir Neville Mariner. Le concert, donné en 1988 dans la cathédrale, était prévu depuis trois ans.» Autre date importante: 1989, la construction d'un amphithéâtre qui peut accueillir 2000 personnes et près de 8000 sur les pelouses. «Ça n'a pas coûté très cher, et le résultat a dépassé toutes nos espérances. Nous avons 13 endroits possibles. L'acoustique de celui que nous avons choisi est

parfaite. Les artistes, surtout les chanteurs, louent son confort. C'est l'endroit le plus intéressant pour chanter en plein air sans amplificateurs pour les 2000 spectateurs sous le toit.»

L'an prochain, pour le vingt-cinquième anniversaire du Festival, le père Lindsay veut surprendre tout le monde. «Je suis resté marqué par Salzbourg et Bayreuth. J'aime les voix, surtout les voix de femmes. Nous aurons de très grandes voix. Comme toujours, je vais me demander si ça va réussir. Mais le miracle se produit chaque fois.»



 Loto-québec

 BANQUE NATIONALE

 ALCAN

 Hydro Québec

Retrouvez
La personnalité de la semaine

La Presse/
Radio-Canada
demain matin

René Homier-Roy

C'est bien meilleur le matin

du lundi au vendredi
de 5h à 9h


radio **Première**
CHAÎNE

95.1
FM
Montréal

Les 3 Mousquetaires

avec Louis-Georges Girard, Chantal Lamarre
et Gaston Lepage

du lundi au vendredi
de 9h à 10h

 Radio-Canada
Télévision